PNDP

Les Echos du PNDP

N°029 # 1er Trimestre 2023

The National Community-Driven Development Program's Bilingual Quarterly Magazine

www.pndp.org

IDA 18

Succès total !

Près de 18 milliards de FCFA investis dans:

448 projets d'eau et assainissement;
378 projets d'éducation ;
46 projets de santé ;
15 projets d'électrification ;
15 projets d'IDE ;
09 projets de transport et
01 projet de sport, tourisme et loisirs

dans 22 communes des régions de l'Est, l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

PNDP

Programme National de Développement Participatif

VOLET AGROPASTORAL - 11ème FED

Nouvelle ingénierie de planification territoriale

- Appui technique aux Syndicats de Communes (SYNCOM).
- Réalisation des différents diagnostics participatifs (DIO, DIAFA et DETI).
- Planification et programmation territoriale du développement.

MINEPAT

Projet financé par

AFD

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

SUIVEZ-NOUS SUR

www.pndp.org

« (…) S'agissant de l'accélération du processus de décentralisation, un effort sera fait pour la réduction des disparités dans l'affectation des ressources aux Collectivités, afin de favoriser un développement harmonieux et équilibre au niveau local. A cet effet les administrations devront programmer dans leurs CDMT, les ressources nécessaires au financement à moyen terme des compétences transférées aux CTDs; la programmation des ressources au profit des CTDs devra distinguer celles relevant des dépenses d'investissements de celles prévues pour les dépenses courantes. (…) »

Extrait de la circulaire 001 relative à la préparation du budget de l'Etat pour l'exercice 2023 du 23 août 2022.

S.E.M. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Alamine Ousmane Mey
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Paul Tasong
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

LES ECHOS DU PNDP

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Marie Madeleine Nga

RÉDACTEUR-EN-CHEF
Messi Bala
jmbala@pndp.org

COMITÉ ÉDITORIAL
Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Peter Elangwe

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Ludovic Amara

EQUIPE DE RÉDACTION
Sylvestre Chegue, Junior Matock Charles Joël Tsiri, Pierre Legrand Nka, Abi Rhoda, Emilie Kehegam Okoa, Léonel Balla

ADAMAOUA
Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali, Sorèle Guebediang

CENTRE
Rostand Embolo, Willy Azebaze

EST
Claudine Ashetkuemun, Elysée Olinga Ateba

EXTRÊME-NORD
Roger Eyenga, Delor Mbang Atangana, Joël Maman

LITTORAL
Bruno Daniel Nkandjo

NORD
Antoine Degem, Casimir Tekela, Dikwe Fondambele

NORD-OUEST
René Bertrand Nguoko

OUEST
Boniface Megouo, Dupleix Sakam, Adeline Nga

SUD
Florent Hugues Bessala, Elisabeth Nzuno

SUD-OUEST
Alexandre Atangana

TRADUCTION
Abi Rhoda

ASSISTANT INFORMATIQUE
Abdoul Kadiri

MAQUETTE & MISE EN PAGE
Lordric Kako

IMPRESSION
Sopecam

TIRAGE
5000 exemplaires

ABONNEMENTS
lesechos@pndp.org

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION
BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
www.pndp.org

SOMMAIRE

ACTUALITÉS

08 Douala VI : Deux pirogues à moteur réceptionnées

11 Gouvernance financière des communes : En quête de transparence

ESPACE MINEPAT

12 Cooperation : Farewell to Christophe Guilhou

17 Energie Electrique : La Banque Mondiale aux côtés du Cameroun

PARTENAIRES EN BREF

18 Production agricole : Le coup de pouce de l'Afd

Projet Viva Bénoué : 27 000 emplois à créer

21 C2D à Bertoua : Des infrastructures réceptionnées

DOSSIER

23 Projets IDA 18 : Soulagement et reconnaissance des populations

35 Commune de Baschéo : L'école de Badjabou métamorphosée

Badjabou : Un nouveau magasin de stockage livré

Municipality of Fotokol : A new building for the Sagme Health Centre

Commune de Waza : Le Centre médical mieux lotis

CMA de Logone Birni : Le bloc opératoire tant souhaité

Interview : « Un soulagement pour les populations ».

FOCUS

36 Fed-Adamawa : Good infrastructure brings good results

23 Volet agropastoral - Est : Quatre départements désenclavés

Interview : « Nous avons désormais une unité de production de poussins ».

Phase 3 de l'opération Himo : Des résultats probants

Employment and local development : Projects that change lives

Interview : « L'opération Himo a apporté du bonheur aux bénéficiaires ».

EDITORIAL

Mille fois merci !

*Par **Marie Madeleine Nga***

Indubitablement, il est des rencontres, des visages, des sourires qui transpercent et touchent l'âme. De telles rencontres vous ravissent autant qu'elles vous bouleversent et surtout, vous transcendent. C'est singulièrement notre ressenti alors que nous faisons face aux enfants réfugiés du village de Badjabou dans la commune de Baschéo, département de la Bénoué (région du Nord). En effet, ces derniers, venus du Nigeria voisin il y a huit ans ne saisissaient probablement ni l'origine, ni le sens des changements brutaux auxquels ils ont été exposés, du fait de situations conflictuelles diverses nées dans leur pays d'origine. Celles-ci ont conduit leurs familles à se déplacer et à venir s'installer dans ce village de fortune dans la commune de Baschéo. Fort heureusement, ces enfants n'ont rien perdu de leur capacité naturelle à contaminer le monde de leur sourire.

Il faut dire qu'ils ont d'ailleurs une raison majeure de faire montre de leur gaieté si contagieuse, malgré le déracinement de fait de leur terre natale : le village de Badjabou qui les accueille a été transformé en un véritable paisible et affectueux espace de vie, doté de toutes les commodités essentielles requises. Cette transformation se manifeste notamment par l'électrification de la place du village, devenue un cadre principal de rassemblement et d'animation une fois la nuit tombée. Elle est visible à l'aune de la cinquantaine d'arbres récemment plantés dans l'optique de favoriser l'amélioration de la qualité de l'ombrage avec au passage un renforcement des capacités des habitants de la localité aux réflexes de la protection de leur environnement. Elle peut également s'apprécier par l'augmentation continue du taux de fréquentation de ce magasin de stockage récemment construit et, contribuant à la constitution efficace de réserves de denrées alimentaires telles que le mil, le maïs, ou encore le sorgho, ainsi qu'au renforcement de la lutte contre la famine dans la région. Clairement, le bonheur qu'éprouvent et communiquent ces jeunes êtres, semble trouver son explication dans les nombreuses réalisations qui viennent d'être effectuées dans leur localité, impactant significativement et favorablement leurs conditions de vie. Ces réalisations ont été rendues possibles à la faveur de la mise en œuvre du financement IDA 18, le Guichet Réfugiés de la Banque mondiale.

En réalité, il en est de Badjabou comme de la localité de Touboro dans le Mayo -Rey (Nord), des localités de Gbiti ou de Toctoyo dans les communes de Kette et d'Ouli (région de l'Est), de Sagme dans la commune de Fotokol (région de l'Extrême-Nord), ou encore de Yamba dans la commune de Dir (région de l'Adamaoua). Ce sont au total 22 communes de ces quatre régions qui ont été couvertes par la mise en œuvre du financement IDA 18 à travers le PNDP, avec 343 localités touchées par 930 microprojets, pour un montant global de près de 18 milliards de Francs CFA, dans les secteurs de l'agropastoral, de l'eau et de l'assainissement, de l'électrification, des infrastructures de développement économique (IDE), de la santé, des sports, du tourisme et des loisirs, et du transport. Ces différentes localités exhalent aujourd'hui la renaissance et la reconnaissance.

> ***« 22 communes des quatre régions ont été couvertes par la mise en œuvre du financement IDA 18 à travers le PNDP, avec 343 localités touchées par un effectif de 930 microprojets, pour un montant global de près de 18 milliards de Francs CFA... »***

Renaissance par l'appui que leur apporte ce lot de microprojets identifiés sur la base des besoins prioritaires exprimées par les communes cibles, se fondant sur la forte pression exercée sur leurs faibles ressources, du fait de l'accueil accordé aux milliers de réfugiés déplacés de guerres installés dans leurs différents territoires et dont il a fallu assurer de façon adéquate les conditions de vie. Une arrivée massive de personnes qui a parfois entrainé le triplement de la population dans certaines communes. Ce qui, tout logiquement a conduit à une surutilisation massive des infrastructures socio-économiques de base existantes. De fait, un point d'eau initialement prévu pour 150 personnes pouvait difficilement supporter l'usage intensif d'une population passée à près de 2 000 âmes. Que dire de la multiplication des effectifs dans les salles de classe avec des conséquences néfastes sur la qualité des savoirs prodigués, ou encore de l'accroissement du nombre de patients dans les formations sanitaires locales qui ont alors éprouvé une peine compréhensible à assurer à ces derniers les soins les plus essentiels.

Reconnaissance des différentes couches de la population et des communes envers le Gouvernement du Cameroun, le PNDP et le partenaire qu'est la Banque mondiale, dès lors qu'on tient compte de ce que cette pression décrite sur les infrastructures socioéconomiques de base existante a eu des répercussions immenses sur le maintien de la paix sociale au sein des communes. Elles faisaient face à l'émergence de situations conflictuelles préoccupantes, du fait d'un partage des ressources devenu complexe entre les populations hôtes et les réfugiés. L'appréciation de l'intervention du Programme à travers IDA 18 réside particulièrement dans le rééquilibrage de ce partage, rendu possible par la réalisation des infrastructures socioéconomiques sur la base des besoins exprimés, permettant ainsi de résorber d'épineuses situations.

S'il est vrai que cela s'est déjà fait en mains lieux et occasions, il n'est pas superflu de saisir l'occasion opportune de cette autre édition des Echos du PNDP pour une nouvelle fois, nous joindre aux communes bénéficiaires et à leurs populations hôtes et réfugiées, afin d'exprimer nos remerciements les plus vifs à l'endroit de la Banque mondiale. A travers le guichet réfugiés IDA 18, ce partenaire important a créé un outil simple et innovateur qui a su redonner espoir à des personnes. Dans ces communes, des villages revivent, des populations sont soulagées et satisfaites, des enfants s'égayent et nous égayent. Cette aventure qui a commencé en 2020 s'est achevée en 20220 avec des résultats probants sur le terrain. Plus que des infrastructures, c'est du bonheur qui a été partagé.

Encore une fois, merci ! □

Many Thanks !

By Marie Madeleine Nga

Undoubtedly, there are encounters, faces and smiles that pierce and touch the soul. Such encounters delight you as much as they move you and, above all, transcend you. This is our feeling as we meet the refugee children of the village of Badjabou in the town of Baschéo, in the northern region of Cameroon. Indeed, these children, who came from neighbouring Nigeria eight years ago, probably did not understand the origin or the meaning of the brutal changes that were imposed on them, due to various conflict situations in their countries of origin, which forced their families to move and settle in this makeshift village in the commune of Baschéo. Fortunately, these children have lost none of their natural ability to spread their smile.

It must be said that they have a major reason to show their contagious joy of life, despite their de facto uprooting: the village of Badjabou which welcomes them has been transformed into a truly peaceful and loving living space, equipped with all the essential amenities required. This transformation can be seen in the electrification of the village square, which has become a main gathering and entertainment area after dark. It can be seen in the fifty or so trees recently planted to improve shade and, in the process, strengthen the capacity of the local inhabitants to protect their environment. It can also be appreciated by the dense and growing use of this recently built storage warehouse, which contributes to the effective constitution of reserves of foodstuffs such as millet, maize and sorghum, and thus to the reinforcement of the fight against famine in the region. Clearly, the happiness that these young people feel and communicate seems to be explained by the numerous achievements that have been made in their locality, significantly and favourably impacting their living conditions. These achievements were made possible by the implementation of IDA 18 funding from the World Bank's Refugee Window.

In fact, Badjabou is like Touboro in the northern commune of Touboro, Gbiti or Toctoyo in the communes of Kette and Ouli in the East region of Cameroon, Sagme in the commune of Fotokol, Far North region, or Yamba in the commune of Dir, Adamaoua region. A total of 22 communes in these four regions were covered by the implementation of IDA 18 financing through the PNDP, with 343 localities affected by a total of 930 microprojects, for a total amount of nearly 18 billion CFA francs, in the sectors of agro-pastoral, water and sanitation, electrification, economic development infrastructures, health, sports, tourism and leisure, and transport. These various localities are now enjoying a renaissance and recognition.

> ***22 communes in these four regions were covered by the implementation of IDA 18 financing through the PNDP, with 343 localities affected by a total of 930 microprojects, for a total amount of nearly 18 billion CFA francs ...***

Renaissance through the support provided by this almost thousand micro-projects identified on the basis of the priority needs expressed by the target communes, based on the intense pressure on their scarce resources, due to the reception given to thousands of displaced war refugees settled in their various territories and whose living conditions had to be adequately provided for. This massive arrival of people has sometimes led to a tripling of the population in some municipalities. This, quite logically, has put the basic socio-economic infrastructure under strain. In fact, a water point initially designed for 150 people could hardly withstand the intensive use of a population that had grown to nearly 2,000 souls. What can be said about the increase in the number of students in the classrooms, with the consequences that we know about for the teaching of knowledge, or the increase in the number of patients in the local health centres, which then had understandable difficulty in providing them with the most essential care.

The various segments of the population and the communes were grateful to the PNDP and the World Bank donor, given that the pressure on the existing basic socio-economic infrastructure had a huge impact on maintaining social peace in the communes. They were faced with the emergence of worrying conflict situations, due to a complex sharing of resources between the host populations and the refugees. The appreciation of the Programme's intervention through IDA 18 lies particularly in the rebalancing of this sharing, made possible by the proliferation of socio-economic infrastructures according to the needs expressed, thus allowing for the resolution of thorny situations.

While it is true that this has already been done in many places and on many occasions, it is not superfluous to seize the opportunity of this edition of Echos of the PNDP to once again join the beneficiary communes and their host and refugee populations in expressing our most heartfelt thanks to the World Bank. Through the IDA 18 refugee window, this important partner has created a simple and innovative tool that has given hope to people who had lost it. In these communes, villages are revived, populations are relieved and satisfied, children are brightened up and brighten us up. This adventure, which began in 2020, ended this year with convincing results on the ground. More than infrastructure, it is happiness that has been shared.

Once again, thank you! ◻

Douala VI

Deux pirogues à moteur réceptionnées

La cérémonie y relative s'est déroulée le 13 avril 2022 à Manoka.

Manoka, chef-lieu de l'arrondissement de Douala VI, a connu le 13 avril 2022, un moment des plus inoubliables pour ses populations. Celui de la réception de deux pirogues à moteur de 75 CV chacune, avec coque en fibre de verre, des équipements annexes (gilets de sauvetage, bouées, rames, etc) par la commune. Autour du directeur de l'Agence française de développement (Afd), Benoit Lebeurre, il y avait le coordonnateur national du Programme national de développement participatif (Pndp), Marie Madeleine Nga, et le Secrétaire général des services du gouverneur de la région du Littoral, Aboubakary Haman Tchiouto, représentant le gouverneur.

Ernest Edimo, le maire de la commune de Douala VI, visiblement ému, a tenu à dire toute sa gratitude au PNDP et à l'Agence française de développement avec des mots simples pleins de reconnaissance. Pour lui, ces deux embarcations sont une véritable aubaine pour les populations de cette commune de 27 îles qui n'a pour seul moyen de communication que la voie fluviale. La commune en fera bon usage pour l'amélioration des conditions de vie des populations. Selon le coordonnateur national du Pndp, c'est l'éligibilité de Douala VI à l'ensemble du portefeuille des prestations de sa structure, avec le feu vert du gouvernement, qui a permis l'attribution des embarcations. Résolvant ainsi un des besoins prioritaires des populations de la commune, celui des transports. Les liaisons entre autorités, populations et exécutif communal sont donc appelées à être plus fluides et aisées.

Pour Benoît Lebeurre, directeur de l'Afd, cette activité est au cœur de la décentralisation et de la gestion municipale par la résorption des problèmes rencontrés par les populations dans les communes. D'où son bonheur de voir se concrétiser des investissements utiles pour tous. Le partenariat avec le Pndp est ainsi en mouvement pratique dans la décentralisation avec des actes concrets. Bon à savoir, les deux embarcations et le matériel ont coûté 46 667 721 000 de fcfa.

INTERVIEW

« Nous faisons un travail de fond avec le PNDP ».

Benoit Lebeurre,
Directeur de l'Afd

On vous attend sur les grands projets à l'échelle nationale, qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à ce cas particulier de l'ile de MANOKA ?

Nous dialoguons avec le gouvernement camerounais. C'est dans le cadre de ce dialogue que nous identifions les besoins qui nous sont présentés pour que nous intervenions aux côtés de l'Etat dans un certain nombre de domaines. C'est d'ailleurs ce qui explique notre présence dans cette commune sur une île. Je pense que c'est bien la diversité de nos actions et moi je me réjouis de la capacité de l'agence a être partout. Vous savez que nous finançons des grands programmes comme capitale régionale, nous finançons des grandes villes du Cameroun comme Yaoundé et Douala, Bafoussam, Bertoua, Maroua, Garoua. On essaye d'être partout dans les grandes communes et aussi être plus proche des populations. La commune de Douala 6e et l'île de MANOKA pour nous est une concrétisation de cette présence sur l'ensemble du terrain. Je suis extrêmement heureux d'être aux côtés d'un programme comme le PNDP puisque l'occurrence, on a un grand programme qui nous permet d'être au plus proche des collectivités locales.

Il y'a une opinion bien partagée qui pense qu'on aurait dû trouver des véhicules au lieu des embarcations à cette île, vous ne partagez pas cette opinion ?

La grande force de nos interventions c'est travailler en dialoguant en permanence avec les collectivités locales et ce n'est pas nous qui décidons du besoin des populations.

Le Plan communal de développement s'avère donc être un outil important ?

Exactement. Le Plan communal de développement pour nous est central parce qu'il est l'expression d'une projection de besoins, d'affirmations, de priorités. Nous répondons à ces besoins aux travers de grands programmes comme le PNDP et grâce aux Plans Communaux de Développement. Je suis très heureux parce qu'on a été très bien accueillis par les collectivités, les populations. J'ai mesuré les défis, c'est pas aussi simple. C'est vrai que pour l'instant, j'étais un terrien, je suis devenu un marin et on a eu la chance d'être dans ces défis qui sont les réalités d'une commune du Cameroun. J'espère que cette réponse, c'est-à-dire l'acquisition d'embarcations permettra à l'ensemble de ces personnes de vivre mieux. L'embarcation est mieux adaptée que les véhicule en mon sens.

On imagine qu'il y a d'autres collectivités territoriales décentralisées qui vous lisent. Comment accéder à vos financements si tant est que vous accompagnez le développement local au Cameroun ?

Je pense qu'il y a plusieurs approches. La première c'est ce travail de fond que nous faisons avec de grands programmes comme le PNDP au travers des plans communaux. C'est par ce biais là qu'on peut accompagner éventuellement certains besoins. Tous ne pourront pas être bien évidemment financés uniquement par les fonds amenés par cette coopération entre la France et le Cameroun. C'est dans les programmes comme ceux de capitale régionale qui représentent des sommes assez importantes, plus de 215 millions d'Euros pour les capitales régionales. Ces grandes villes du pays, tout comme ces collectivités jouent un rôle moteur dans leurs zones de développement. Nous espérons demain pouvoir continuer avec des grands acteurs comme le FEICOM. Le PNDP qui a construit un travail type important. Il est un maillon important dans ce dialogue permanent avec près de 360 communes du Cameroun. C'est quelque chose de très encourageant.

Gouvernance financière des communes

En quête de transparence

Formés par le Programme national de développement participatif, les receveurs communaux ont été édifiés sur le dépôt de leurs comptes de gestion, du 18 au 31 juillet 2022.

Lorsqu'il s'agit de rendre compte de la gestion des ressources publiques, aucun acteur intervenant dans la chaîne des dépenses n'est exempté, qu'ils soient des cadres financiers ou des receveurs municipaux. Ce message a récemment été répété à l'endroit des agents sus-évoqués, à la faveur des sessions de coaching organisées sur l'ensemble du territoire national par le Programme national de développement participatif (PNDP), sous la supervision du ministère de la Décentralisation et du Développement local (Minddevel) et celui des Finances. C'est que, les responsables du PNDP, disséminés à travers les différentes régions du pays, ont noté comme une certaine abstention doublée d'une frayeur des receveurs municipaux, à déposer leurs comptes de gestion auprès de la Chambre des comptes de la Cour suprême. « Les receveurs se comportaient comme s'ils avaient peur du magistrat de la Chambre », explique Boniface Megouo, coordonnateur du PNDP pour la région de l'Ouest. Or, le principe en la matière voudrait que les receveurs municipaux déposent leurs comptes de gestion de l'année qui précède celle en cours, au plus tard le 31 mai. Ce qui n'est pas toujours le cas. Du coup, il est difficile de procéder à une vérification de la gestion qui est faite des ressources mises à la disposition des communes.

En effet, selon des statistiques officielles, avant les sessions de coaching organisées par le PNDP, le taux de dépôt des comptes de gestion auprès de la Chambre des comptes était de moins de 10%. D'où cette initiative qui a pour but non seulement de relever le taux de dépôt de ces documents, mais surtout d'encourager ces acteurs à faire de cette pratique une habitude. Les résultats actuels semblent donner raison. Du coup, à l'issue de ces séances de formation, le taux de dépôt se situe désormais à plus de 80%. *« Dans la région de l'Ouest, sur 40 communes, 35 ont déposé leurs comptes en 2021 »,* note Boniface Megouo. Cette progression a été rendue possible grâce à l'installation du progiciel intégré SIM_ba, outil dont le rôle est de simplifier la tenue de la comptabilité des communes.

Il permet de produire, en temps réel, les états comptables et budgétaires, dans un temps relativement court. On y retrouve toutes les informations financières comme la balance mensuelle, le compte administratif du maire, le compte de gestion du receveur, l'état des dépenses périodiques, mensuelles ou annuelles. On peut également y tirer les ordres de recettes et toute autre information financière de la commune. La spécificité des sessions de cette année réside dans le fait qu'elles se sont tenues dans un contexte marqué par la nomination de nouveaux receveurs municipaux. A ce titre, ces derniers ont été contraints d'effectuer les états financiers dans leurs mairies respectives, avant de prendre fonction dans leurs nouveaux postes d'affectation.

Gestion des finances publiques

Des receveurs municipaux outillés

C'était à la faveur des sessions de coaching organisées du 18 au 31 juillet 2022 par le Programme national de développement participatif à travers le Cameroun.

L'objectif de l'amélioration de la gouvernance financière dans les Collectivités territoriales décentralisées ne peut être atteint que si les receveurs municipaux, principaux intervenants dans la chaîne budgétaire, ont une parfaite maîtrise de ce qu'ils doivent faire. Notamment en ce qui concerne l'élaboration et le dépôt des comptes de gestion auprès de la Chambre des comptes de la Cour suprême. Le Programme national de développement participatif (Pndp) l'a compris. C'est d'ailleurs pour cette raison que sous la supervision du ministère des Finances et celui de la Décentralisation, et du Développement local, le PNDP a organisé du 18 juillet au 31 juillet 2022, une session de coaching à l'endroit de ces acteurs répandus à travers les 360 communes du pays. Avec leurs collègues déployés dans les Conseils régionaux, ils verront leurs capacités renforcées, dans le but de leur permettre de produire et déposer des comptes de qualité sur le long terme.

Cette initiative du PNDP tombe d'ailleurs sous le sens. En ce sens que les récentes nominations des receveurs municipaux au sein des communes sont une occasion idoine pour ceux qui sont concernés de dresser les états financiers avant tout changement de poste d'affection. Ceci permettrait d'effectuer des passations de service en toute quiétude. Toute chose qui participe à l'exigence de transparence tant souhaitée. Ceci est d'autant plus utile que les fonds communaux sont des deniers publics dont les receveurs municipaux jugent de la légalité des dépenses. De ce point de vue, ils sont astreints à l'obligation de redevabilité. En d'autres termes, ils doivent pouvoir rendre compte de l'usage des ressources mises à la disposition des Collectivités territoriales décentralisées. L'opération de coaching que le Pndp met en œuvre a déjà permis d'atteindre un taux de dépôt de compte auprès de la Chambre des comptes de la Cour suprême de 71%. Il est maintenant question de maintenir le cap des bonnes performances pour atteindre les 100%. ◻

INTERVIEW

« Le taux d'appropriation peut s'élever à 90 % »

Sylvestre Chegue, *Chef comptable du PNDP*

◻ La session de cette année se distingue des autres par l'exigence faite aux receveurs de boucler leurs états financiers avant toute passation de service. Qu'est-ce qui explique cette contrainte ?

Cette session a la particularité qu'elle se tient au lendemain d'un vaste mouvement des receveurs municipaux. Ces ateliers ont permis à ces derniers de mettre à jour leur situation comptable d'une part, mais aussi d'élaborer et de déposer leur compte de gestion auprès de la Chambre des comptes avant la passation de service. C'est une aubaine pour les receveurs municipaux. En principe, chaque année, tout receveur municipal doit déposer son compte de gestion de l'année n-1 au plus tard le 31 mai de l'année n. Il devient donc urgent pour les receveurs mutés ou remis à leur commune de recrutement de laisser une comptabilité sans déficit, sans irrégularités au receveur entrant. Voilà qui rend ce coaching très important et même salutaire pour les receveurs municipaux ainsi que pour les communes en général.

◻ Que prévoit la loi en matière de dépôt des comptes auprès de la Chambre des comptes de la Cour suprême ?

La loi de 2003 organisant le fonctionnement de la Chambre des comptes exige sous peine de sanction à tous les receveurs municipaux de déposer leur compte de gestion au plus tard le 31 mai de chaque année. Le non dépôt de la part du receveur municipal entraîne une pénalité de 100 000F par mois de retard sans préjudice d'autres poursuites pénales.

◻ A ce jour, quelle évaluation pouvez-vous faire sur l'appropriation des contenus de coaching dispensés à ces différents acteurs ?

En dehors de l'évaluation de la région du Centre où les receveurs ne pressent pas les pas, toutes les autres neuf régions participent énergiquement à cette activité. Nous pouvons dire avec aisance que le taux d'appropriation peut s'élever à 90%. ◻

Cooperation

Farewell to Christophe Guilhou

Christophe Guilhou, French Ambassador to Cameroon who has come to the end of his diplomatic stay, was received in audience on 19 September 2022, by the Minister of Economy, Planning and Regional Development, Alamine Ousmane Mey.

During this intense and convivial audience, Minister Alamine Ousmane Mey and his host reviewed the rich and dense economic relations between France and Cameroon, with a special focus on the very fruitful stay of Ambassador Christophe Guilhou. According to the Minister of Economy, France is a faithful partner that has always stood by Cameroon. In 2016, when Cameroon was hard hit by the global economic crisis, France was the first country to provide budget support to Cameroon. Recently, during the Covid-19 health crisis, France reacted promptly by providing Cameroon with emergency support.

Within the framework of the development of economic and technical cooperation, France has supported the National Development Strategy (NDS30), though grants, sovereign and non-sovereign loans, etc. Among the projects carried out, are the C2D project "Regional Capitals" from which the cities of Garoua, Bafoussam, Bertoua, Maroua and Bamenda have benefited; the support to the National Community driven Development Programme and the support to agricultural programmes (ACEFA-AMO-AFOP) etc. France's interventions in Cameroon are also numerous in the health and education sectors, achievements that have inevitably contributed to boosting the development of our country and improving the living conditions of the population.

Alamine Ousmane Mey did not fail to thank his host for the added impetus he gave to this cooperation during his stay which impetus according to the Minister of the Economy, augurs well for an already rich and fruitful cooperation. The French diplomat leaves Cameroon accomplished, he, who went to the most remote corners of the ten regions, to see for himself the realities of the country.

At the end of the audience, the guest of the Minister of the Economy told the press that he came to express his gratitude and thanks to MINEPAT for the quality of collaboration and the work done throughout his stay, for the progress and friendship between France and Cameroon.

As he returns to his country to continue serving in the administration, he will remember Cameroon as a country with a high human potential, very attached to its rich culture and history. A country in which France plays a leading role. ◻

Cameroun-AFD

Les grands défis de la nouvelle Directrice

Virginie Dago, la nouvelle directrice de l'Agence française de développement au Cameroun (AFD), les a fait connaître le lundi 12 septembre 2022 au cours de l'audience que lui a accordée le ministre de l'Économie.

Les échanges entre Alamine Ousmane Mey et Virginie Dago ont essentiellement porté sur la revue du portefeuille de coopération entre le Cameroun et l'AFD. Les deux personnalités ont notamment échangé sur la mise en œuvre des projets C2D au Cameroun, le financement de certains secteurs d'activité et les perspectives de renforcement des relations de coopération entre le Cameroun et la France. Après un retour sur les relations historiques de coopération entre les deux pays, le MINEPAT et son hôte sont revenus sur les instruments mis à contribution par l'AFD dans le cadre de ce partenariat, afin de permettre au Cameroun de conduire plusieurs projets d'envergure qui impactent significativement le niveau de vie des populations.

Au cours des échanges, la mise en œuvre efficace de la politique gouvernementale d'import-substitution a également été abordée, avec notamment la nécessité d'accompagner certains producteurs de taille moyenne à l'effet de faciliter leur accès aux financements extérieurs disponibles. Au terme de cette audience, les deux Parties ont envisagé la tenue de la revue à mi-parcours du portefeuille de coopération au mois de novembre. Elles ont par ailleurs pris l'engagement, aux noms des deux gouvernements, de continuer d'œuvrer au rayonnement du partenariat Cameroun-France. La nouvelle directrice a souligné qu'elle souhaite placer son mandat sous le signe de la préservation des acquis et le renforcement de la coopération entre le Cameroun et l'AFD. □

Energie Electrique

La Banque Mondiale aux côtés du Cameroun

Le directeur régional des Programmes Infrastructures pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, Franz Drees-Gross, a dévoilé les projets de l'institution le 16 septembre 2022 à Yaoundé.

Cette réunion de haut niveau présidée par le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, a permis de définir une feuille de route précisant les réformes à mettre en œuvre dans le cadre du Programme axé sur les Résultats dans le secteur de l'électricité au Cameroun (PforR), en cours de préparation à la Banque mondiale.

Pour Alamine Ousmane Mey, l'ambition du gouvernement est de porter la production de l'électricité du Cameroun à 5 000 MW à l'horizon 2030, afin de répondre à la demande domestique (ménages et entreprises) et exporter le surplus de la production vers les pays voisins (Nigeria, Tchad, RCA, etc.).

Dans son propos de circonstance, le ministre de l'Eau et de l'Energie s'est appesanti sur les contraintes du secteur, ainsi que les pistes de solutions proposées par le gouvernement pour la période 2023-2030. Parmi les contraintes évoquées par Gaston Eloundou Essomba, il y a entre autres : la part importante du combustible fossile dans le mix-énergétique, la désarticulation des trois réseaux (RIS, RIE, RIN), le faible taux de rendement du segment « distribution », le faible taux d'accès à l'électricité (64%), la qualité approximative du service rendu aux utilisateurs. Pour faire face à ces contraintes, le gouvernement travaille actuellement à la révision de son Plan Directeur du Secteur de l'Electricité (PDSE). Ce dernier, aligné aux orientations de la SND 30, est articulé autour de 07 axes stratégiques : l'évolution du mix-énergétique par l'accroissement de la part de l'hydroélectricité (au moins 85% à l'horizon 2030 contre 60% actuellement) ; le renforcement et l'extension des réseaux de transport de l'électricité afin de parvenir à un réseau unique de transport à l'horizon 2027 ; la stabilisation et l'équilibre financier du secteur. Le Minee s'est par ailleurs réjoui de ce que le PforR se propose de prendre en compte plusieurs axes du futur PDSE. En effet, financé à hauteur de 300 millions de dollars US par la Banque mondiale, le PforR ambitionne d'améliorer la viabilité financière et la transparence du secteur de l'électricité au Cameroun.

A en croire Franz Dress-Gross, ce nouvel outil permettra d'améliorer la soutenabilité financière et de garantir l'équilibre financier recherché entre les charges et les ressources du secteur de l'électricité au Cameroun. Toutes choses qui « permettraient d'adresser la problématique des compensations tarifaires de l'Etat dans ce secteur, lesquelles ont coûté près de 100 milliards de FCFA au Trésor public en 2022 », selon le directeur de l'Electricité au MINEE. Par ailleurs, le PforR se propose d'améliorer l'accès des ménages et des entreprises à l'électricité. □

Cameroon-Korea

Water to the brim

The Ambassador of the Republic of Korea to Cameroon, Jonghan Kim, on Wednesday 31 August 2022, in Yaounde, symbolically handed over to the Government of Cameroon, a donation for the installation of solar powered drinking water supply systems in four localities in the Central Region.

On behalf of the government of cameroon, the Minister of the Economy, Planning and Regional Development, Alamine Ousmane Mey said, this donation is a mark of confidence and friendship of the Korean government, a valuable contribution to local development.

Indeed, this project for the installation of solar-powered drinking water supply systems will benefit four localities in the Centre Region, namely: Ngali 2 in the Municipality of Soa; Edzedouan in the Municipality of Edzedouan, Mefou and Afamba Division; Tsek in the Municipality of Lobo, Lékié Division and Ebogo in the Municipality of Mengueme, Nyong and So'o Division. A total of 2,000 people are now safe from waterborne diseases.

Thanks to this Korean donation, the populations of these localities have at their disposal four mini drinking water supply systems and a network of three standpipes with two taps each, powered by solar energy. In his speech, the Ambassador of the Republic of Korea to Cameroon, Jonghan Kim, stressed that this photovoltaic equipment has the advantage of supplying drinking water without the need of an electric generator.

MINEPAT used the occasion to recommend heads of Municipal executives and representatives of beneficiary communities to scrupulously ensure the upkeep and maintenance of these infrastructures so that the populations can benefit from them as much as possible. Speaking on behalf of the four Municipal executives and the direct beneficiaries, the Mayor of Soa Council, Essama Embolo, thanked the government of the Republic of Korea for these four drinking water supplies. "We will do everything with our people to make good use of it," he reassured.

It should be noted that for nearly 60 years, the Republic of Korea has regularly accompanied Cameroon in its development process, through grants in the areas of health, ICTs, education, agriculture, rural development and capacity building.

Port de Kribi - Yaoundé

90,8 milliards pour le désenclavement et l'assainissement

Deux accords de prêts ont été signés le mardi 20 septembre 2022 par le ministre de l'Economie, Alamine Ousmane Mey, et le directeur général de la Banque africaine de développement (BAD) pour la région Afrique centrale, Serges N'Guessan.

C'était en présence des ministres des Travaux Publics, de l'Habitat et du Développement Urbain, de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, et des Marchés publics. Le premier accord de prêt d'un montant de 114 millions d'euros, soit environ 75 milliards de FCFA, est relatif à la première tranche du financement de la Banque africaine de développement (BAD) destiné à la réalisation du Projet d'aménagement des routes de désenclavement de la zone industrielle et portuaire de Kribi (PARZIK).

D'un coût global d'environ 215,690 millions d'Euros, le PARZIK entend contribuer à l'amélioration du système de transport à travers l'optimisation du fonctionnement du Complexe industriel et portuaire de Kribi et l'intégration sous régionale. Selon Serge N'Guessan, cette opération est emblématique à double titre. *« Elle vient répondre à un besoin réel et pressant de fluidification et de sécurisation du trafic entre les villes d'Edéa et de Kribi, permettant ainsi, de rendre à cette grande ville portuaire, tout le respect et la reconnaissance qui lui revient au regard de ses énormes potentialités économiques pour le pays et la sous-région. »*

Le deuxième accord de financement signé ce 20 septembre 2022 d'un montant de 27 millions d'unité de compte (UC), soit environ 15,8 milliards de Fcfa, est destiné au Projet Complémentaire d'assainissement pluvial de la ville de Yaoundé (PCADY). Ce projet, dont le coût total est d'environ 30 millions d'UC, soit 27 millions d'UC représentant l'apport de la BAD (90%) et 3 millions d'UC représentant le Fonds de contrepartie du gouvernement (10%), vise à réduire la fréquence des inondations résiduelles dans la ville de Yaoundé, notamment dans le périmètre du centre-ville.

Notons que ces deux opérations qui s'alignent aux priorités opérationnelles de la BAD et de la SND30, viennent porter à environ 1 302 milliards de FCFA le volume du portefeuille actif du groupe de la Banque africaine de développement au Cameroun, pour une vingtaine de projets. □

Relance post-Covid

Plus de 14 milliards F pour les PME

La signature d'une convention de prêt entre le gouvernement et des partenaires au développement a eu lieu le 27 septembre 2022 à Yaoundé.

Afin de renforcer la résilience des Petites et moyennes entreprises (Pme), mais aussi des très petites entreprises, des moyennes entreprises et des start-ups du numérique, le gouvernement camerounais vient de contracter auprès de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), un prêt de 18 millions dollars, soit un peu plus de 12 milliards de F. L'Etat apporte une contrepartie de 684 millions de F à cette opération de soutien au secteur privé affecté par la pandémie du Covid-19. Le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) contribue également à hauteur de même montant. De fait, c'est le PNUD qui a été désigné par la BADEA comme partenaire d'exécution, avec responsabilité fiduciaire pour la mise en œuvre dudit prêt. D'où la signature, le 27 septembre dernier, de la convention de coopération entre de ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT), Alamine Ousmane Mey, et le représentant résident du PNUD au Cameroun, Jean Luc Stalon.

« Le projet que nous venons de signer a essentiellement trois objectifs : l'amélioration de l'accès aux financements à travers des lignes de crédits dédiées aux PME, le renforcement de la compétitivité des entreprises et la facilitation de l'accès aux marchés pour l'amélioration du climat des affaires et la productivité des Pme », a expliqué Jean Luc Stalon. S'appuyant sur des données du MINPMEESA, le responsable onusien a rappelé que 90% des PME avaient

été touchées par la pandémie, avec notamment des pertes d'emplois et une baisse de la productivité. Comme l'a révélé le MINEPAT, au plus fort de la pandémie, le gouvernement a planché sur des mesures de soutien au secteur privé. *« Nous avions, en son temps avec nos partenaires, le PNUD en l'occurrence, déjà anticipé qu'il fallait préparer la résilience économique et financière, la résilience sociale, le renforcement de l'approvisionnement stratégique, et l'appui à la promotion de l'innovation et de la recherche »,* a fait savoir Alamine Ousmane Mey. Le membre du gouvernement a ainsi indiqué qu' *« aujourd'hui nous parlons des Pme parce qu'elles ont été affectées, comme plusieurs entreprises, en particulier celles qui sont dans le secteur des services et celles qui, du fait des mesures de protection, n'ont pas pu écouler leurs produits. Ces Pme ont besoin de reconstruire leurs capacités de production, retrouver des marchés, bénéficier des financements et bien entendu, tirer profit de l'environnement des affaires ».* Pour ce projet prévu pour durer trois ans, les Pme ciblées se recrutent dans les régions du Centre, du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord. □

Production agricole

Le coup de pouce de l'AFD

L'Agence française de développement (Afd) est le principal initiateur d'un atelier sur le conseil agricole ouvert le 26 septembre 2022 à Yaoundé.

L'événement est co-présidé par le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Gabriel Mbaïrobé ainsi que celui de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, Dr Taïga. Autour de la table, des experts de trois pays que sont le Cameroun, le Sénégal et Madagascar. Pendant quatre jours, les travauxse sont dérouler en ateliers avec des visites de terrain. Selon Virginie Dago, la directrice de l'Afd pour le Cameroun, qui intervenait à l'ouverture des travaux, le conseil agricole répond aux besoins des exploitations agricoles familiales qui représentent une part importante de l'activité au Cameroun. Il s'agit donc pour ces trois délégations, de se rencontrer et de visiter ce qui a été fait ici au Cameroun et d'échanger sur les meilleures pratiques, pour continuer à améliorer ce système et à le développer. Cet atelier de partage et de capitalisation connaît également la participation des conseillers agricoles. *"Les conseillers agricoles offrent des services techniques et ils font partie de notre dispositif qui offre des services techniques et financiers aux exploitants"*, souligne-t-elle.

Quelques réalisations au Cameroun

En tant que pays ayant développé des dispositifs de conseil agricole, le Cameroun, affirme la directrice de l'Afd, a vu 250 000 exploitations agricoles familiales soutenues à travers le projet Acefa. Elle ajoute : *"Ça a permis aussi le financement de 8 000 projets d'investissement productifs"*. Sans oublier que l'Afd à travers les C2d a investi pour le Cameroun, 200 milliards de Fcfa dans des projets agro-pastoraux. Les projets étant mis en œuvre avec les ministères de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que celui de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales.

La gratitude du gouvernement

À son tour, Gabriel Mbaïrobé, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, remercie le gouvernement français et l'Afd pour leur soutien multiforme et plus particulièrement dans le domaine de l'agriculture où cette aide contribue à améliorer les conditions de vie du milieu rural mais aussi à renforcer les capacités des seigneurs de la terre. Occasion pour lui de rappeler que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que celui de l'Élevage, des pêches et des Industries animales bénéficient depuis 13 ans de cet appui dans le cadre de la rénovation du dispositif agropastoral. Ceci notamment dans le domaine des techniques agricoles et de l'élevage dans l'optique de faire des exploitants, des opérateurs économiques jouant pleinement leur rôle. Surtout que *"Dans la stratégie nationale de développement 2020-2030, l'agriculture est identifiée comme l'un des piliers de la transformation structurelle du pays. Ce qui dénote de l'importance du secteur agro-pastoral dans notre pays"*, relève-t-il.

Raison pour laquelle, Gabriel Mbaïrobé, a dit souhaiter que les assises puissent faire avancer les discussions, pour l'efficience et l'efficacité des dispositifs existants, en identifiant les points forts et les points faibles de chaque pays pour mieux répondre aux besoins des producteurs. ◻

Projet Viva Bénoué

27 000 emplois à créer

Financé par la Banque mondiale, le projet Viva Benoué vise également à aménager 11 000 hectares de périmètre hydroagricole.

Le projet Viva Bénoué, qui vise, entre autres actions, à aménager et réhabiliter environ 11 000 hectares de périmètre hydroagricole dans la région du Nord du Cameroun, devrait, au bout de 7 ans, créer 27 000 emplois dans cette partie du Cameroun. Le chiffre a été révélé dans la localité de Lagdo, qui a abrité une réunion de sensibilisation des populations autour ce projet financé par la Banque mondiale.

En plus de créer des emplois, a souligné le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun en mars 2022, au cours d'une revue du portefeuille de cette institution de Bretton Woods dans le pays, *« Viva Bénoué va également induire l'augmentation de la production agricole actuelle dans cette partie du Cameroun de près de 20 fois »*. Selon la Banque mondiale, ce projet *«s'inscrit dans le cadre des efforts menés par le gouvernement du Cameroun pour résoudre le problème de la maîtrise de l'eau dans le Nord du pays (réputé aride, NDLR). Il s'agit en particulier de la mise en valeur du vaste potentiel des terres situées dans les départements de la Bénoué et du Mayo-Rey, au regard de l'opportunité en eau qu'offre le fleuve Bénoué, le fleuve Faro et la retenue d'eau du barrage de Lagdo »*. ◻

C2D à Bertoua

Des infrastructures réceptionnées

Le parc "Sembe", le marché "Mbartoua" et celui de Mokolo ont coûté plus de deux milliards de FCFA. Des infrastructures qui contribueront à l'embellissement de la ville.

La ville de Bertoua vient de s'enrichir de trois nouvelles infrastructures destinées à l'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, les projets réalisés dans le cadre du Programme « C2D capitales régionales », ont été inaugurés le 15 septembre 2022, par le ministre de l'Habitat et du développement urbain (Minhdu), Célestine Ketcha Courtès. Ceci en présence de Virginie Dago, directrice de l'Agence française de développement (AFD) au Cameroun et du gouverneur de la région de l'Est, Grégoire Mvongo.

Dans le détail, les infrastructures inaugurées sont le parc «Sembe» du nom de l'ancien maire de la ville de Bertoua (1967-1993), dont les travaux ont duré 22 mois pour un coût de réalisation de 1,273 milliard de FCFA ; l'espace marchand de «Mbartoua» qui remplace «l'ancien ministère du soya» situé à l'ancienne gare routière, pour un coût de 650 millions de FCFA. Et enfin le marché de Mokolo dont la construction se chiffre à 574 millions de FCFA.

Selon le Minhdu, ces nouveaux ouvrages se positionnent comme des sources de revenus pour les communes dans lesquelles ils sont implantés. *« Ces ressources à recouvrer devront permettre d'assurer la pérennité et la duplication de ces ouvrages dans toute la ville (…) le parc «Sembe», le centre commercial «Mbartoua» et le marché Mokolo s'inscrivent dans cette logique d'amélioration du cadre de vie et de l'image de nos villes et surtout de l'économie locale »,* peut-on lire dans le journal bilingue Cameroon Tribune qui relaie les propos du membre du gouvernement. Bien plus, lesdits ouvrages visent aussi à renforcer l'offre en espace marchands et aires de divertissement modernes dans le chef-lieu de la région du Soleil levant.

Par ailleurs, est annoncé, toujours dans le cadre du C2D capitales régionales, la réhabilitation du marché historique, pour une enveloppe de 675 millions de FCFA. Les travaux dureront dix mois. Projet qui viendra clore les investissements à réaliser dans le cadre de ce programme qui a nécessité une enveloppe de 24 milliards de FCFA.

Rappelons que le Programme C2D capitales régionales bénéficie d'un financement global de 90 milliards de FCFA, dont 42,6 milliards de la part de l'AFD auxquels s'ajoute une subvention de 39,4 milliards et 8 milliards de FCFA de la part du Cameroun. Ledit projet se déploie dans les villes de Bafoussam, Bertoua et Garoua.

PNDP
Programme National de Développement Participatif

SUIVEZ-NOUS DÉSORMAIS SUR

PNDP-Programme-National-de-Développement-Participatif

Programme National de Développement Participatif@de_programme

www.pndp.org

PNDP

Programme National de Développement Participatif

MINKA

FONDS PAIX ET RESILIENCE

HIMO-MINKA

- 25 Communes couvertes
- 30 Projets à réaliser
- 6300 Emplois en vue

MINEPAT

AFD

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

SUIVEZ-NOUS SUR

www.pndp.org

Projets IDA 18

Soulagement et reconnaissance des populations

Après deux ans de mise en œuvre, le projet IDA 18 de la Banque mondiale est arrivé à son terme. Créér pour soulager les souffrances des réfugiés et des communautés qui les accueillent il a été implémenté dans les régions de l'Est, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Extrême-nord. L'objectif était simple : identifier les communes qui ont accueilli au moins 1 500 réfugiés et augmenter, en les construisant, des infrastructures socioéconomiques de base qui subissent la pression de l'accroissement de la population. Car, il faut le préciser, dans certaines communes, la population réfugiée est parfois le double, voire le triple de la population hôte.

Ainsi, le PNDP a hérité d'une enveloppe de 20 milliards de FCFA du guichet IDA 18 de la Banque mondiale pour construire hôpitaux, écoles, adductions d'eau ou toute autre infrastructure servant à la fois aux réfugiés et aux populations hôtes. Malgré des retards accusés dans l'exécution de ces projets, en raison de la pandémie du Covid, le PNDP a rempli entièrement son cahier des charges. Et que ce soit à Bascheo, Mokolo, Adinkou ou encore dans le Logone Birni, les populations exploitent d'ores et déjà ces infrastructures. Aux reporters des Echos du PNDP descendus sur le terrain se rendre compte de l'effectivité de l'utilisation de ces microprojets, les populations et les autorités sont reconnaissantes. Dans le dossier de la rédaction, le journal du Programme est allé capter la reconnaissance, mais surtout les changements que ces projets ont apporté dans la vie des populations.

Commune de Baschéo

L'école de Badjabou métamorphosée

Zone dominée par la présence des réfugiés venus du Nigeria, l'école de la localité est sortie d'une hutte à 04 salles de classe grâce au financement IDA de la Banque mondiale.

Mme Angela Didja, en posture de directrice et unique enseignante est à la manœuvre. Sa mission : mettre de l'ordre dans l'esprit des plus de 500 enfants scolarisés dans l'établissement moderne du village. Avant les 04 salles de classe, elle opérait un miracle dans une hutte qui a d'ailleurs perdu toute sa paille lors de la visite du site le mardi 13 septembre 2022.

Pour y parvenir, c'est sous escorte des éléments du bataillon d'intervention rapide (BIR) que les équipes du PNDP embarquent sur une route aux mille et un obstacles. Des rivières sans ponts, des bosquets, refuges des adeptes de Boko Haram spécialistes des enlèvements. C'est dans cette atmosphère que les équipes du PNDP ont suivi les travaux de construction de plusieurs ouvrages autour de l'Ecole publique de Badjabou.

D'ailleurs, école sous l'arbre non officiellement ouverte avant l'arrivée du PNDP. En 72 heures, voyant les bâtiments flambant neufs, la diligence du ministre de l'Education de base a permis au maire de la commune de Bascheo, conduisant une délégation dans laquelle se trouvait le coordonnateur régional de la cellule du PNDP Nord, de l'ouvrir dans le registre des écoles publiques du Cameroun.

L'environnement sécuritaire couplé au niveau d'enclavement de Badjabou a conduit le PNDP à rentrer dans une stratégie intégrée. Mme Angela Didja, formée dans une école normale d'instituteur n'aura plus à braver les obstacles de Garoua à Badjabou en passant par Gaschiga et Bascheo particulièrement.

Le PNDP a construit, juste en face de l'école, un bâtiment d'astreinte pouvant accueillir six enseignants au moins dans des compartiments individuels avec des pièces attenantes communes. Cette infrastructure permet d'ailleurs à Mme Angela Didja d'oublier les désagréments des maisons en paille de Babadjou avant la construction du PNDP, pour retrouver le confort laissé à Garoua où réside sa famille. Un enseignant recruté dans la localité, d'un niveau de Brevet d'Etude du Premier Cycle assiste Mme Angela Didja dans la maîtrise des effectifs et surtout le maintien de l'ordre dans l'établissement. Des lauréats au CEP y ont été enregistrés à la session 2021 des examens officiels. À majorité des garçons, ils ont pris le chemin d'une localité située à des dizaines de kilomètres pour poursuivre les études secondaires à la rentrée scolaire 2021-2022. Une option peu attractive selon Mme Angela Didja qui implore la construction progressive des bâtiments pour l'ouverture d'un collège général et technique pour les jeunes élèves à l'avenir. La construction de cette école est estimée à 47 086 419 FCFA auxquels il faut ajouter les 17 751 492 FCFA pour le logement d'astreint pour les enseignants de l'école publique de Badjabou. Des investissements qui rentrent dans l'approche civilo-militaire de la sécurisation des zones frontalières du Cameroun en proie aux conflits transfrontaliers. La paix n'a pas de prix. ◻

Angela Didja

Chalk as a development tool

After graduating from the Teacher Training College in 2011, this teaching enthusiast spares no effort to train young people.

Garoua capital of the north region going there once in a while due to her not too stable financial situation. The last start of the 2022/2023 school year ,Angela Didja has been contributing to rekindle the lost of some 500 children, who have been devastated by the atrocities of boko haram .she lays emphasis on the education of child who, is more exposed to insecurity than boys who is most cases can defended themselves and rise to the challenge. Angela laments at the situation of the girl child ,in the case of the Islamist sect boko haram ,concluding that education is the only solution.

It is against this backdrop that she has appealed to municipal and administrative authorities to also add their voices as for as the education of the girl child in that part of the country is country is concerned. Apart from formal education Angela Didja estimates that girls share forced to drop from school could be given the opportunity to acquire a trade in a vocational training centre. She is also focused or counselling the others girls who are already in school and are afraid that they may not be allowed to continue their education in the prevailing security context. It is possible she adds. ◻

Badjabou

Un nouveau magasin de stockage livré

L'infrastructure de lutte contre les pertes post-récoltes a été construite par le Programme National de Développement Participatif (PNDP) sur financement de la Banque mondiale à travers son guichet IDA.

Elle n'avait même pas encore été officiellement réceptionnée que les populations avaient compris pourquoi l'infrastructure était là. Située non loin de l'école publique flambant neuf construite par le PNDP, cette infrastructure participe au développement de l'économie locale. À l'intérieur de l'espace évaluée à 300 m^3, les premières réserves. Elles sont constituées d'épis de maïs de couleur jaune entassés dans un coin du magasin.

Nassourou Tondji, le 1er adjoint au maire de Bascheo est tout en joie. Il a la paix du cœur après avoir concrétisé le besoin des populations de Badjabou. « Ce sont les populations elles-mêmes qui étaient écoutées pour le choix des infrastructures à construire dans leur localité », lance l'élu local, en indiquant l'ancien lieu de stockage des récoltes fait en briques de terre et recouvert de pailles.

Il est désormais possible de mieux conserver les récoltes dans cette localité où l'on compte 738 réfugiés dont 415 femmes et 323 hommes. Une population largement supérieure aux 131 habitants soit 68 femmes et 63 hommes de Badjabou. Par ces infrastructures, l'Etat du Cameroun marque sa présence et sa souveraineté dans un environnement où les échanges commerciaux s'opèrent plus en Naira, la monnaie nigeriane qu'en FCFA utilisé au Cameroun.

Avec la construction du magasin, les autorités municipales espèrent ainsi garantir non seulement l'autonomie alimentaire au niveau local, mais aussi tirer des dividendes par la mise en place d'un comité de gestion de cette infrastructure construite à hauteur de plus de 20 millions de Fcfa. Il intègre aussi un volet socio-environnemental avec la mise en terre de 50 arbres adaptés au site, des bacs à ordure, des bottes, des masques, gants en plastique, ainsi qu'une campagne de sensibilisation des populations camerounaises et des réfugiés sur les fléaux sociaux et les infections sexuellement transmissibles. Une occasion de garantir la santé des producteurs appelés à faire bon usage du magasin de stockage des produits agricoles.

Commerce

Trois boutiques pour le marché d'Ouro Godje

Cette localité de la commune de Bascheo qui accueille les réfugiés venus du Nigeria bénéficie d'un bloc qui permettra de faciliter le commerce transfrontalier.

Avec ses 954 réfugiés dont 503 femmes et 451 hommes, Ouro Godje était éligible au financement IDA 18 de la Banque mondiale. À la manœuvre, le PNDP après écoute de la mairie. C'est elle, qui après concertation a permis la construction d'un bloc de trois boutiques au marché d'Ouro Godje.

En plus des 1980 Camerounais, 726 femmes et 1254 hommes, l'urgence d'une amélioration des conditions de vente des produits alimentaires de première nécessité a été transformée du projet en acte entre décembre 2021 et juin 2022. Le montant de l'investissement est de 15 656 395 FCFA. Avec cet investissement, il est possible de parvenir à une rentabilité avec une collecte des taxes et surtout l'entretien du bloc de boutiques. Les populations y voient un encouragement des autorités municipales à renforcer leur dynamique à la fois dans la production mais surtout la vente des produits agropastoraux.

Municipality of Fotokol

A new building for the Sagme Health Centre

The hospital structure increases the capacity of the hospital, which is already overwhelmed by the influx of displaced people in the Municipality of Fotokol.

This observation was made by the PNDP during studies on how to help the Municipality of Fotokol: "In general, the Municipality has an enormous and very remarkable deficit in terms of access to health care due to the lack of equipment to administer quality care to patients. This situation was made even more difficult by the influx of refugees and IDPs. The Municipality of Fotokol borders Nigeria, where Boko Haram is active, and Chad, which is plagued by insecurity. Overwhelmed, the Sub-Divisional Medical Centre soon found itself at the limits of its capacity. "The existing working environment does not allow for a comfortable and efficient follow-up of the patients who arrive and even for the staff of the centre. This situation is observed especially in the rainy season when the attendance rate is high, "says the PNDP. To raise the technical level and meet the demand for health care, the Municipality has benefited from a project to build and equip a hospital room, an operating theatre and the supply of solar energy. All this at a cost of over 115 million FCFA. Intended to benefit around

70,000 people made up of host populations and refugees residing in the Municipality of Fotokol, the new block will increase health and immunisation coverage rates by at least 5%. A project that delights the population, medical profession and the local authorities. ◻

Réactions

Ramat Moussa, ***maire de Fotokol***

« Le Centre de santé couvre 24 autres villages »

Ce village est plein de réfugiés. C'est pour eux qu'on a construit ce bloc. Ils sont plus de 1 500. Les déplacés internes également, pour une population évaluée a plus de 11 000 habitants. C'est parce que l'arrivée de toutes ces personnes a provoqué une augmentation de la population que nous avons décidé de construire ce bloc de salles de classe pour accueillir les enfants. Nous remercions beaucoup le PNDP d'avoir pensé aux populations de Sagme et des villages environnants. Le centre de santé de Sagme par exemple couvre la population de 24 autres villages. Tous viennent se soigner ici.

Saliou, ***Infirmier diplôme d'Etat, adjoint au chef du centre***

« On hospitalisait les malades sous les arbres »

C'est un bâtiment qui vient en support, parce que pendant la période de pic, nous étions débordés. On pouvait accueillir plus de 20 malades alors qu'on avait seulement huit lits. Et on était obligé de soigner certains à même le sol. Ce nouveau bâtiment vient vraiment répondre à nos besoins. Nous pouvons sereinement préparer la période de pic. C'est la période de la saison de pluies durant laquelle le paludisme sévit beaucoup, de juillet à septembre. Parfois on les accueille sous les arbres. Nous avons beaucoup de déplacés internes ici, ils sont dans les ménages. Mais dans le registre, nous savons qui est de la population hôte et qui est déplacé.

Tatou Gilda, ***pharmacienne***

« Le nouveau bloc va beaucoup nous aider »

Je suis pharmacienne, mais j'officie aussi comme infirmière. Nous recevons beaucoup de malades. Ce nouveau centre va beaucoup nous aider. Il n'y avait pas beaucoup de places pour recevoir les malades. Ce centre est petit. Par contre, le nouveau est plus grand et on va pouvoir recevoir plus de malades.

Commune de Waza

Le Centre médical mieux lotis

Grâce aux financements Ida 18, le seul hôpital public de la commune est désormais doté d'une alimentation en énergie solaire et d'une clôture.

Célèbre pour son parc naturel aux multiples richesses fauniques, la commune de Waza a perdu son lustre d'antan. Ceci depuis qu'une famille de touristes européens s'est fait kidnappée en 2015 par des assaillants de Boko Haram. Même si cet enlèvement a connu un dénouement heureux avec la libération de tous les six otages, le parc a été déserté par les visiteurs. Ce qui a considérablement affecté les caisses de la commune, et par voie de conséquence, sa capacité à mener des projets de développement socioéconomique. Fort heureusement, la municipalité a bénéficié du soutien du PNDP, notamment à travers le guichet IDA 18.

Grâce à un financement de plus de 85 millions, le Centre médical d'arrondissement (CMA) de Waza a bénéficié de la construction d'une clôture pour former l'enceinte de cet établissement hospitalier, mais aussi de la fourniture de l'alimentation en énergie solaire dudit CMA. *« De manière générale la Commune connaît un déficit énorme et très remarquable en matière d'accès aux soins de santé pour cause d'insuffisance en équipements pour administrer des soins de qualité aux malades, le cadre de travail existant ne permet pas un suivi confortable et efficace des malades qui arrivent et même pour le personnel du centre. Cette situation s'observe surtout en saison des pluies où le taux de fréquentation est élevé »,* avait alors constaté le PNDP.

Ces deux microprojets vont ainsi contribuer à améliorer l'accès aux soins de santé primaire de qualité dans la Commune de Waza, mais aussi à fournir un plateau technique relevé et à faciliter l'accès à l'électricité grâce à l'énergie solaire. L'on estime à 10 000, le nombre de bénéficiaires du projt dont des populations hôtes et des réfugiés résidant dans la localité et ses environs.

A Tagawa, élèves et enseignants aux petits soins

Plus de 56 millions de Fcfa, c'est le montant du financement mis à disposition par le guichet Ida 18 pour la construction d'un bloc de deux salles de classe équipées de tables bancs, d'un bloc de latrines et d'un logement d'astreinte équipé pour enseignants à l'Ecole publique de Tagawa, dans la commune de Waza. De manière générale, ces microprojets visent à améliorer l'accès à une éducation de qualité et l'offre infrastructurelle de l'établissement. Et parce que la plupart des enseignants résident hors du village faute de logement adéquat, le projet a également pour objectif de stabiliser. A terme, ces infrastructures devraient permettre d'augmenter le taux de réussite et d'encourager les enseignants à mieux faire leur travail. ◘

Réaction

Ibrahim Mohamed, ***maire de Waza .***

« Le PNDP a permis de résoudre nos problèmes ».

Le PNDP a commencé par équiper le Centre médical d'arrondissement de Waza et Zigague. Le Programme a aussi construit un centre de santé à Bilé avec une château d'eau et un groupe électrogène, quatre forages et trois écoles. Ici a Waza, trois salles de classes ont été construites avec du matériel pour l'hôpital de Waza. Nous totalisons 42 000 habitants des déplacés internes et des réfugiés ayant fuient Boko Haram. L'apport du PNDP a permis de résoudre ces problèmes, surtout les problème en eau. Il y a quelque chose qui nous manquait, ce sont les écoles. La démographie est galopante ici. Et le problème d'écoles s'est vite posé.

DOSSIER

Commune de Makary

De l'eau potable pour les réfugiés d'Afade

Un projet d'adduction permet de couvrir les besoins en eau de plus de 7 000 personnes. En grande partie des réfugiés venus du Nigeria.

Le château d'eau qui s'élève sur la place du quartier I du camp des réfugiés d'Afadé, dans la commune de Makary, est plus qu'une structure de béton, c'est la promesse d'un futur meilleur. D'une capacité de 10m³, ce château est la partie centrale d'un système d'adduction d'eau qui comporte également quatre fontaines avec deux robinets chacun. Lesdites fontaines sont placées à divers endroits du camp pour fournir de l'eau potable à 7 892 personnes, dont 3650 hommes et 4242 femmes du quartier I du Camp des réfugiés Afadé. Bien plus que les 4 917 âmes que comptait le petit village au départ.

Ce projet d'adduction d'eau potable vient remplacer celui devenu inopérant, réalisé en 2018 par une ONG humanitaire. En effet, les anciens points d'eau n'avaient pas été construits suivant les normes et de fait, ne garantissaient pas l'approvisionnement d'une eau de qualité. Conséquence, ils sont devenus très rapidement inopérants. Ce qui obligeait les populations à parcourir à nouveau des kilomètres à la recherche d'eau. Fort de ce constat, et étant éligible au guichet IDA 18 du fait de la pression que la venue de nombreux réfugiés a exercé sur les infrastructures socioéconomiques de base, la commune de Makary a bénéficié de ce projet d'adduction d'eau potable. Avec ladite adduction, les populations ne sont plus qu'à 200 m d'un point d'eau potable et le précieux liquide est disponible même en saison sèche. De plus, en créant quatre emplois de fontainiers, ce point d'eau va contribuer à réduire de 50% le taux de maladies d'origine hydriques. L'infrastructure a couté 21 millions de Fcfa. □

Réactions

Meali Gueime, *sultan d'Afade.*

« On est passé de 15 000 à 33 000 habitants ».

Depuis 2015, nous vivions une situation difficile. La secte Boko Haram a tout bouleversé. Ces populations que vous voyez sont toutes des réfugiés qui sont venus s'installer, parce qu'ici au moins, il y a la sécurité. Ce qui a tout de même créé beaucoup de problèmes. Au départ, nous étions 15 000, puis la population a grimpé à 33 000 habitants. Vous verrez par exemple, le marché hebdomadaire c'est le lundi, et dès mardi, il n'y a plus rien, parce que la production est insuffisante. On est obligé d'aller se ravitailler à nouveau les mardis.

Mahamat Abou Krese, *chef de communauté des réfugiés*

« On allait puiser de l'eau à plus de 3 km »

Cette fontaine est une très bonne chose. Cela nous permet de boire de l'eau potable, mais également de faire notre lessive et de faire la cuisine. Avant, nous étions obligés d'aller loin à Afadé pour avoir de l'eau. C'est à plus de 3 kilomètres d'ici.

Adja Abiso, *réfugiée.*

« Nous n'aurons plus de problèmes »

Cette eau est propre. Nous sommes très contents. Ce projet nous a beaucoup aidés. Nous n'aurons plus de problèmes en saison sèche pour avoir de l'eau pour boire et pour nos bêtes. Même pour notre agriculture cela va nous aider. Nous vous disons vraiment merci.

Ferdinand Limina, *cadre chargé des infrastructures au PNDP, Extrême-nord.*

« L'entretien de la pompe est facile »

Avec près de 5 000 personnes dans ce camp de réfugiés qui exerçaient une pression sur les anciennes fontaines d'eau, nous avons jugé utile de faire une mini adduction d'eau avec quatre bornes-fontaines, deux robinets par bornes-fontaines aux quatre coins du camp. Cela limite les déplacements. La particularité de ce projet est que l'entretien est facile et la pompe fonctionne à l'énergie solaire. Avec huit personnes qui peuvent puiser de l'eau en même temps, cela permet de réduire les files d'attente et les risques de tensions entre les populations.

Municipality of Waza

The Better Off Medical Center

Thanks to Ida 18 funding, the only public hospital in the Municipality has a solar power supply and a fence.

Famous for its natural park with a wealth of wildlife, the Municipality of Waza has lost its former glory. This, ever since a family of European tourists were kidnapped in 2015 by Boko Haram attackers. eventhough the kidnapping ended with the release of all six hostages, the park was deserted by visitors. This has considerably affected the Municipality's coffers, and consequently its ability to carry out socio-economic development projects. Fortunately, the municipality benefited from the support of the PNDP, notably through the IDA 18 window.

Thanks to funding of more than 85 million CFA francs, the Waza Sub-Divisional Medical Centre has benefited from the construction of a fence to secure the hospital, as well as the supply of solar energy to the CMA.

"Generally the Municipality has a huge deficit in access to health care due to insufficient equipment to administer quality care to the patients. The working environment is not very conductive for both medical staff and patients more preoccupying. This situation is observed especially in the rainy season when the attendance rate is high, "says the PNDP.

These two micro-projects will thus contribute to improving access to quality primary health care in the Municipality of Waza, but also to providing an improved technical platform and facilitating access to electricity through solar energy. The number of beneficiaries is estimated at 10,000, made up of host populations and refugees residing in the locality and its surroundings.

In Tagawa, pupils and teachers are under good care

More than 56 million Fcfa is the amount of funding made available by the Ida 18 window for the construction of a block of two classrooms equipped with tables and benches, a block of latrines and an on-call housing equipped for teachers at the Tagawa Public School, in the waza municipality generally, These micro-projects aim to improve access to quality education and the infrastructure of the school. This is because most of the teachers live outside the village due to lack of adequate housing. The project also aims to stabilise the teachers. In the long term, these facilities should help to increase the success rate and encourage teachers to do their job better. It is loped that these facilities will go a long way to improve the performance of the students and also boost the output of the teaches. □

CMA de Logone Birni

Le bloc opératoire tant souhaité

Equipé d'un générateur, l'infrastructure a été fournie au Centre médical d'arrondissement (CMA) de la commune afin de prendre en charge les cas de maladie les plus graves.

De tristes évènements ont propulsé la commune de Logone Birni au centre de l'actualité nationale en décembre 2021. Des affrontements intercommunautaires entre peuples à majorité éleveurs et ceux qui se consacrent principalement à l'agriculture ont fait plus de 10 morts et des dizaines de blessés. Naturellement, l'infrastructure qui a été le plus sollicitée pendant la quinzaine de jours qu'ont duré les affrontements, c'est le Centre médical d'arrondissement de Logone Birni. Très vite, cette modeste infrastructure hospitalière sera dépassée par l'affluence des blessés, dont la plupart nécessitaient des interventions chirurgicales. *« Durant cette crise, on avait près de 40 malades graves qu'on devait référer, mais on avait beaucoup de problèmes pour le faire. Et avant la crise, au bloc opératoire, on avait déjà près de 10 patients qu'on recevait. Des cas de césarienne, des hernies, et des kystes qu'on opérait »,* indique Abali Atta Issouf, aide-soignante au CMA de Logone Birni.

Le personnel soignant de ce Centre se rappelle avec douleur des nombreux patients perdus à cause du manque de matériel et d'un plateau technique inadapté. *« Avant l'arrivée de ce bloc, on avait aménagé une salle dans laquelle le médecin pouvait opérer »,* fait savoir Eloi Wanso, aide-soignant généraliste. De son côté, Silimane Aboukar, commis en pharmacie se rappelle : *« On avait beaucoup de cas où on opérait des malades dans des conditions difficiles et subitement, ces patients ont rendu l'âme entre nos mains ».*

Il est à noter qu'avant cette crise, le CMA de Logone Birni faisait déjà face à l'afflux de patients réfugiés. *« Il y avait beaucoup de réfugiés qu'on considérait comme des indigents, des gens qui n'ont pas de moyens pour se faire soigner. Mais nous les prenions en charge. On avait tellement de malades avant la crise. Mais, désormais, on souffre un peu moins depuis que MSF (Médecins sans frontières) est installé non loin d'ici »,* rapporte Abale Atta Issouf. Ils ont près de 3000 réfugiés venus du Nigeria, selon des chiffres du PNDP.

C'est donc avec beaucoup d'espérance et de gratitude que le personnel de ce CMA a accueilli le projet d'extension. Ladite extension consiste en la construction d'un bloc opératoire équipé d'un groupe électrogène de 20 KV. Ce projet vise à améliorer l'accès aux soins de santé de qualité. De manière spécifique, il devrait augmenter la capacité d'accueil et améliorer le plateau technique du CMA. Il s'agit également de réduire le taux de mortalité dans la commune, d'offrir un bon confort d'hospitalisation, d'encourager le personnel médical à mieux faire son travail. Le projet est financé par le guichet IDA 18 de la Banque mondiale pour un coût de plus de 9,7 millions de FCFA. ◻

INTERVIEW

« Un soulagement pour les populations »

Roger Eyenga, *Coordonnateur régional du PNDP pour l''Etrême-Nord*

Quel est l`apport de ce CMA dans le quotidien des populations?

C`est un soulagement pour non seulement le service médical de ce CMA (Centre Médical d'arrondissement) mais également pour les populations parce qu'il arrivait souvent qu'il reçoive des patients qu'il fallait automatiquement envoyer à Kousseri parce que le plateau technique n'était pas à la hauteur de faire certaines chirurgies. Là nous avons mis sur pied un bloc opératoire avec des salles d'observation et du matériel également ; ce qui fait qu'il ya des produits qui peuvent désormais être gardés là-bas sans problème. Notamment les vaccins et biens d`autres produits. A côté de cela que peut bien être un centre de santé sans l`électricité? Nous avons fait un champ solaire tout à côté du centre médical pour permettre aux populations de se faire soigner sans aucun souci.

Quelles sont les difficultés qui ont été rencontrées dans l'exécution des chantiers?

C'est vrai que les chantiers du Logone et Chari ont connu un léger décalage par rapport à ceux du Diamaré ou du Mayo Tsanaga. Mais aujourd'hui tous ces chantiers sont lancés et nous allons prendre le cas par exemple de la mare de Ngamaja dans la commune de Kousséri pas loin de nous ici qui atteint déjà un taux d`exécution de plus de 35% avec une consommation de délai de 30%. Vous voyez qu`ils ont démarré sont en train d'aller très rapidement. Il y a les mares dans la commune de Gulfey, deux qui avancent aussi très bien. Donc en dehors de ces deux projets, nous avons deux projets d'assainissement dans la ville de Blangoua, un magasin de stockage qui a aussi commencé à Harkis et deux routes que nous sommes en train de faire dans la commune de Logone Birni. La particularité de ça, et il faut insister la dessus, c`est que ces projets emploient beaucoup de jeunes et nous avons une moyenne de 250 jeunes par chantiers. Après cela, ils auront la possibilité de se lancer dans de petits métiers d'élevage, d'agriculture et d'un autre côté, parce que l'eau est une denrée rare dans cette localité, les mares que nous construisons vont permettre d'abreuver le bétail, de résoudre beaucoup de petits problèmes d'agriculture en pleine saison sèche. Que ce soit sur HIMO-MINKA ou sur les autres financements, notamment IDA 18 qui clôture très bientôt, sur 232 projets nous avons déjà plus de 120 projets réceptionnés. Nous avons environ 50 projets en attente de réception et ceux qui ne sont pas encore réceptionnés sont à un taux d'exécution qui va au-délà de 80% déjà.

Peut-on avoir un aperçu global des projets réalisés avec ce financement IDA 18?

En réalité sur le financement IDA 18, la région de l'Extrême Nord a reçu une enveloppe d'environ 4,2 milliards qui a été totalement engagée et aujourd'hui, nous sommes dans la phase de réception de projets. Cette enveloppe a permis de mettre en œuvre 232 projets qui sont répartis dans des secteurs tels que l'eau et l'assainissement, la santé, l'éducation et l'électrification par les champs solaires. Cette enveloppe a également été répartie autour de 6 communes. Il faut le relever que le financement IDA 18 est dédié à la problématique des réfugiés. Ce qui fait qu`au niveau de l'Extrême-Nord, six communes ont été retenues par la Banque mondiale sur la base des critères validés par le UNHCR. Ce sont les communes de Logone-Birni, Fotokol, Makary, Waza, Mora et Mokolo. Nous avons eu une moyenne en fonction du nombre de réfugiés qui a été identifiée. Une moyenne d'environ 700 millions de fcfa par commune LK.

Garoua-Boulaï, les populations se ravitaillent grâce au nouveau point d'eau du quartier Béthanie.

Zigagué, le centre de santé nouvellement construit est fonctionnel.

Meïganga, les élèves du lycée bilingue profitent des nouveaux équipements.

Meïganga, une vue du bâtiment nouvellement construit au lycée bilingue.

Touboro, une école clés en main pour les tout-petits de Waldé.

Waza, le matériel remis au centre médical d'arrondissement.

Makary, un point d'eau fonctionnel pour les populations d'Afade.

Mandjou, bouquet final Ida 18, le 30 juin 2022, remise des cartes d'identité aux réfugiés centrafricains.

Fed-Adamawa

Good infrastructure brings good results

This region, within the framework of the EDF-agropastoral of the National Community Driven Development Programme (PNDP), has seen the construction of several infrastructures whose virtues are shared between the local administration and the beneficiary populations.

Thi region, within the framework of the EDF-agropastoral of the National Community Driven Development Programme (PNDP), has seen the construction of several infrastructures whose virtues are shared between the local administration and the beneficiary populations.

Statistics gathered from the ministry of livestock indicated that he Adamawa region is the leading region in Cameroon in terms of cattle breeding. As a result, the State of Cameroon and the European Development Fund, within the framework of the NPDP's Agropastoral Fed project, have joined forces to improve the working conditions of livestock farmers and to maximise the profitability of this activity. Thus, in the Municipality of Ngaoundéré 3, a livestock market was built, financed jointly by the State through the public investment budget and the European Development Fund. The main objective is to improve the working conditions of producers and the quality of products for the health of consumers.

On the other hand, this project has allowed a better collection of taxes in this municipality. The latter is now aware of all the financial inflows and outflows with regards to the marketing of livestock. In addition, this project helps to improve the quality of the products that are marketed. Traders are now operating in a healthy environment with a positive impact on food security, coupled with increased milk yields and meat production.

Also, the livestock market in the Municipality of Ngaoundéré 3, more precisely in the locality of Tchabbal-Djalingo, has led to a reduction in the price of meat. The high cost of transport in the past led traders to place their livestock in inadequate pens, with many losses as a result. However, with this market, livestock are now safe and the risk of death is reduced. Moreover, it should be noted that the Municipality of Ngaoundéré 3 is the largest transit market for cattle coming from Chad, the Far North and the North for the southern part of the country and neighbouring countries such as Equatorial Guinea and Congo Brazzaville.

On the other hand, this work has allowed a better collection of taxes in this municipality. The latter is now aware of all the financial inflows and outflows with regard to the marketing of livestock. In addition, this work helps to improve the quality of the products that are marketed. Traders are now operating in a healthy environment with a positive impact on food security, including increased milk yields and meat production.

Also, the livestock market in the Municipality of Ngaoundéré 3, more precisely in the locality of Tchabbal-Djalingo, has led to a reduction in the price of meat. The high cost of transport in the past led traders to place their livestock in inadequate pens, with many losses as a result. However, with this market, livestock are now safe and the risk of death is reduced. Moreover, it should be noted that the Municipality of Ngaoundéré 3 is the largest transit market for cattle coming from Chad, the Far North and the North for the southern part of the country and neighbouring countries such as Equatorial Guinea and Congo Brazzaville. □

INTERVIEW

« Le Fed agropastoral apporte des facilités ».

NANA MAADJOU, *Coordonnateur régional du Pndp pour l'Adamaoua*

☐ *Qu'est-ce que le Pndp a mis et investi dans le syndicat des communes de la Vina ?*

Pour le syndicat des communes de la Vina, en ce qui concerne les projets R1 et R2 y compris les études de faisabilité et autres, c'est environ 800 millions de F. Et dans le Mbéré, c'est environ 700 millions de F.

☐ *Quel est le sentiment qui vous anime au moment où on s'achemine vers la livraison de ces chantiers ?*

Le FED agropastoral est en train d'apporter beaucoup de facilités, notamment à travers le désenclavement des bassins de production. Cela nous permettra d'aller produire des intrants, récolter et les ramener. De plus, de par la construction des marchés, notamment le marché à bétails qui permet de vendre les animaux. Le projet de hangar par exemple sur lequel nous sommes et qui intègre également une aire de stockage dans la commune de Nganha, permettra de mieux gérer les pertes post-récoltes et de vendre des produits de bonne qualité au bon moment. En plus, il y a l'équipement d'un centre de collecte de miel: vous savez que l'Adamaoua produit énormément de miel. C'est quelque chose qui va permettre aux acteurs de cette filière d'avoir un peu plus de confort, et d'améliorer aussi leurs revenus, sans oublier le fait que cela permettra aussi aux communes de percevoir des taxes.

☐ *Mais tout ceci n'a pu se faire que grâce au Plan territorial de développement ?*

Evidemment ! Tous les projets, que ce soit R1 ou R2, sortent du Plan territorial de développement qui a été élaboré de façon participative avec les acteurs locaux. Et puis l'Adamaoua a eu la chance d'être la première région où ce plan a été testé, notamment dans le département du Mbéré. Il s'agit du département pilote et grâce à ces résultats, on a étendu l'activité dans douze autres départements du pays.

☐ *Le Plan territorial de développement est une sorte de boussole pour les communes, qui va changer le visage des territoires camerounais ?*

c'est même au-delà d'une boussole, c'est une vision. Puisqu'il y a tellement d'activités, des solutions proposées aux problèmes. Tout est passé en revue. C'est un plan thématique, il est orienté économie. Ce n'est pas comme lePlan communal de développement qui est beaucoup plus holistique. Celui-ci est vraiment thématique et il va en profondeur. ☐

Volet agropastoral - Est

Quatre départements désenclavés

Identifiées comme importants bassins de production agricole, les communes situées dans la Boumba et Ngoko, la kadey, le Lom et Djerem et le Haut Nyong ont vu leurs pistes agricoles réhabilitées.

Le Programme national de développement participatif (PNDP) est conscient du fait que le mauvais état des routes a une incidence négative sur l'épanouissement de la filière agricole. Cette situation empêche les producteurs d'acheminer leurs produits vers les zones d'écoulement. Ainsi, dans le département de la Boumba et Ngoko, la piste agricole reliant le CES de Yenga à l'axe kika (24 km) a été réhabilitée, celle de Ngola 115-Boumba (10 km), Parny-Bienimana (10 km) et Gari Gombo-Mombélé (7 km) également. Dans la Kadey, ce sont les pistes de Nyamtimbi-Bello (20 km), Garoua Sambé-Kadey qui s'étend sur neuf kilomètres avec la construction de deux ouvrages de franchissement, Sangalé-Fleuve Kadey (7 km), Gbéssawi-Sapo (11 km), Ngonkora bienvenu-Kana Chantier (13 km), et la réhabilitation de la route reliant les localités de Sandji 2 et de Bombé Bakary, longue de 30 kilomètres.

Dans le Lom-et-Djerem, l'investissement de 831,335 millions de Fcfa a conduit à la réhabilitation des pistes agricoles des lieux dits Archevêché Nganke-Abattoir Bertoua 2 (24 km), Mandjou 1-Ngakombo-Bakassi-Ngounte (27 km), Belabo-Ndoumba-kanga-Eka-Youha-Esselegue et Axe Essaniem-Essapok-Dimako (40 km). Dans le Haut-Nyong, les travaux qui ont couté un peu plus de 1 milliard de Fcfa concernent la réhabilitation des pistes agricoles Motcheboum-Mpoundou-Bameko et Baguempal-Nkoum. La construction de cet axe routier qui mesure 67,62 kilomètres a également inclus une bretelle d'environ 1 kilomètre et un ouvrage de franchissement.

Les producteurs de ces localités ont désormais plus de facilités dans l'acheminement des marchandises vers les marchés avec une réduction du coût du transport, du temps d'activité, et donc, vivent désormais mieux de leur travail. ◻

INTERVIEW

« Nous avons désormais une unité de production de poussins».

Claudine ASHETKUEMUN,
Coordonnateur Régional Pndp Est

☐ *Quelles sont les réalisations du FED agropastoral dans la région de l'Est ?*

Dans la région de l'Est, le FED volet agropastoral, qui concerne l'aménagement ou encore la réhabilitation des pistes agricoles, a bénéficié à tous les 4 départements de la région de l'Est. Dans la Boumba et Ngoko, nous avons pu financer quatre tronçons. Dans la Kadey nous avons six tronçons, dans le Lom et Djerem nous avons trois tronçons et dans le Haut-Nyong un tronçon. Ce qui fait un total de 14 tronçons dans la région de l'Est.

Dans le cadre de l'appui aux filières porteuses, nous avons dans la Boumba et Ngoko deux projets. La construction d'un centre d'alevinage et un magasin de stockage. Dans ces deux projets nous avons également deux ouvrages connexes, notamment les points d'eau. Dans la Kadey, nous avons la construction d'une unité de transformation de manioc en plus d'un point d'eau. Dans le Lom et Djerem, nous avons la construction d'une unité de production des poussins d'un jour accompagnée également d'un ouvrage connexe. Il en est de même pour le Haut Nyong. L'ensemble de ces porjets a coûté plus de trois milliards de Fcfa.

☐ *En quoi le FED agropastoral a aidé la filière avicole par exemple dans la région de l'Est ?*

Il faut dire que la filière avicole a beaucoup de difficultés dans la région de l'Est. Les aviculteurs ont du mal à s'approvisionner en poussins. Lors des débats avec les syndicats, il ressortait que les aviculteurs de la région de l'Est s'approvisionnaient à l'Est. En général, quand ils demandaient des poussins en grande quantité, ils n'étaient même pas servis. C'était donc très important de résoudre ce problème pour faire décoller véritablement cette filière. Avec la population que nous avons ici, il fallait trouver des aviculteurs qui n'ont pas de poussin et qui ne peuvent pas produire. C'était un peu difficile. Et donc ici nous avons l'unité de production des poussins d'un jour et des couvoirs entre autres.

FOCUS FED

Volet agropastoral - Nord

Les producteurs vivent de leurs produits

Cette région a bénéficié de plusieurs infrastructures devant permettre aux acteurs de vivre aisément de leur travail, et aux consommateurs de disposer des produits de bonne qualité.

L'activité économique de certaines localités dans la région du Nord repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, entre autres. Malheureusement, celles-ci sont le plus souvent confrontées à l'absence des routes lorsqu'il faut écouler les produits, ou encore l'absence d'infrastructures dédiées pour mener à bien leurs activités. Le Programme national de développement participatif, dans le cadre du Fed agropastoral, a mis en œuvre trois microprojets, destinés à trois communes de cette région, pour venir en aide aux agriculteurs. Dans le département de la Bénoué, la commune de Pitoa a vu sa piste agricole qui relie Badjouma Carrefour-Badjouma centre-Carrefour bé réhabilitée. Elle est longue de 15 kilomètres. Les travaux ont également inclus la construction des ouvrages d'assainissement. Dans la Commune d'arrondissement de Garoua 3ème, une unité de production a été mise en place.

Concrètement, un magasin de stockage et un hangar y ont été construits, pour sécuriser et mettre en culture des parcelles de production des semences fourragères (sorgho, stilozantes, baccharia). La Commune d'arrondissement de Garoua 2ème n'a pas été en reste. Là-bas, un magasin de stockage de céréales d'une capacité de 300 m^3, une aire de séchage et des latrines ont été construits.

La mise en œuvre de ces projets dans ces localités identifiées comme importants bassins de production dans la région du Nord permet entre autres l'accroîssement de la production agricole, animale, la densification des échanges commerciaux et l'amélioration de la qualité des produits. Par ailleurs, la réhabilitation de la piste agricole a entraîné la réduction des coûts du transport et a conduit au ravitaillement rapide et abondant du centre urbain de Garoua en produits agricoles et autres. ◻

INTERVIEW

« Plus de 2 milliards injectés au Nord ».

Antoine DEGEM,
Coordonnateur Régional Pndp Nord

Comment s'est fait l'identification des projets dans la région, dans le cadre du Fed agropastoral ?

Le Programme national de développement participatif (Pndp) a accompagné les syndicats des communes dans l'élaboration du Plan territorial de développement. A l'issue de ce processus, on a identifié tous les projets prioritaires. Aujourd'hui, chaque syndicat dispose de son Plan territorial de développement approuvé par le conseil syndical. Ce dernier a identifié un certain nombre de projets. Il s'agit de la réhabilitation des pistes de désenclavement des bassins de production, nous avons au total 10 projets de réhabilitation des pistes de désenclavement, à savoir 4 au niveau de la Bénoué, 2 au niveau du Mayo-Louti, 2 au niveau du Faro et deux au niveau du Mayo-Rey. Au total nous avons plus de 3,2 milliards de Fcfa injectés dans le projet agropastoral de la région du Nord.

Qu'est-ce que ces projets ont apporté aux localités concernées ?

C'est des projets de désenclavement qui permettent de transporter les produits agricoles du Tchad, en passant par la commune de Pitoa pour les acheminer soit à Garoua, ou alors de traverser et d'aller du côté du Nigeria. Donc c'est des grands bassins de production dans les filières de céréales, de mil, d'oignon, de riz et aussi dans le domaine de l'élevage et de la production de bovin.

Réactions

Pagou, *secrétaire permanent du syndicat des communes de la Bénoué*

« Régler les problèmes post-récoltes ».

Cela vient un peu régler le problème de pertes post récoltes parce qu'il se pose un problème de conservation. On est donc venu en appui aux organisations paysannes qui produisent énormément ces céréales à la base, notamment le maïs, le sorgho et d'autres céréales comme le mil, ainsi de suite. Ceci parce que le plus souvent, nous sommes confrontés aux problèmes de surproduction. A un moment toute la production est amenée sur le marché et il y a donc chute du prix de ces produits. Or, avec ce magasin de stockage qui a été construit ici, cela va nous permettre non seulement de stocker et de réguler les prix sur le marché, mais aussi d'avoir une plus-value pour le paysan également.

Hayatou, *maire de Dembo*

« Nous saluons l'apport du Fed ».

La plupart de ces communes sont enclavées. Il a donc fallu résoudre ce problème d'enclavement afin de permettre à ces agriculteurs et à ces producteurs d'écouler leurs produits sur le marché national, voir même international, étant donné que beaucoup de ces communes sont aussi frontalières avec le Nigeria et le Tchad. Nous saluons donc l'apport de l'Union européenne à travers le FED qui a financé plus de quatre projets. Nous avons choisi des projets intercommunaux qui profitent non seulement à plusieurs communes, mais aussi à toute la région.

Phase 3 de l'opération Himo

Des résultats probants

Mise en œuvre dans le but de sortir les jeunes de la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations à travers le pays, cette initiative engrange de bons points.

L'opération Himo fait partie des réponses concrètes apportées par l'Etat du Cameroun aux problèmes que rencontrent les jeunes au quotidien. Pour le cas spécifique des projets menés dans la région de l'Extrême-Nord, ils constituent une réponse appropriée aux multiples incursions menées par les membres de la secte islamiste Boko Haram, à l'effet de « recruter », des jeunes oisifs. Au-delà des actes malfaisants de la secte islamiste Boko Haram, l'idée était de permettre aux jeunes d'avoir des activités génératrices de revenus, pour réduire la pauvreté dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. C'est ce qui explique la mise en place en 2014 du Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT). Cette opération est exécutée par le Programme National de Développement Participatif et qui est d'ailleurs à sa troisième phase.

L'approche Himo recommande donc l'utilisation optimale de la main d'œuvre pour réduire au maximum la pauvreté, tout en considérant attentivement les questions de coûts et de qualité. De manière générale, l'Opération vise à trouver un équilibre adéquat sur l'utilisation de la main d'œuvre, les matériaux et équipements (matériels) afin d'obtenir des infrastructures socioéconomiques à haute valeur ajoutée, rentables et de qualité satisfaisante.

A ce jour, les objectifs ont été atteints. A titre d'illustration, on peut citer les travaux ayant permis le désenclavement des bassins de production à travers la réhabilitation des routes et la réalisation des infrastructures de mobilisation des eaux de surface et souterraines pour l'abreuvement des animaux. De même, plus de 6000 jeunes dont un tiers de femmes ont été employés dans les chantiers. Parmi ces jeunes, plus de 80% ont été formés et ont démarré une activité économique. Dans cette mouvance, un montant total de près de 1,5 milliard de FCFA a été payé aux jeunes travailleurs.

En clair, l'opération Himo a changé le quotidien des jeunes des localités dans lesquelles des ouvrages ont été réalisés. Ainsi, sur le plan économique, l'opération a permis l'apparition et le développement de nombreuses activités dans les domaines de l'élevage, l'agriculture et des services. Au plan social, l'on enregistre plusieurs retombées dont le renforcement de l'esprit de socialisation, de collaboration et d'entraide dans les communautés (création des associations), la baisse de l'endettement des ménages dans le financement de la campagne agricole, la diminution de la délinquance juvénile et des vols dans les villages du fait de l'occupation des jeunes, la valorisation et la reconnaissance des populations ayant participé au projet. □

Employment and local development

Projects that change lives

On 23 May 2022, the French ambassador visited this village in the Far North region, a construction site for infrastructure intended to water the population and livestock.

The saying that "water is life" has its weight in gold in the village of Tankirou, Bogo Sub Division, Diamaré Division in the Far North region. On 23 May, little children wearing gandouras could hardly contain their joy around the artificial pond that was the object of all the attention in this locality. The sounds of motor pumps and tom-toms added to the festive character of the event. The 4000 men and women of this village were receiving a distinguished guest. The French ambassador to Cameroon, Christophe Guilhou, came to visit this 10,000m^3 infrastructure, developed by the State of Cameroon and the French Development Agency.

Overall, it consists of an artificial waterhole for pastoral use, a hydrant and a 20m3 water tower, as well as a solar-powered borehole intended to supply water to livestock and the population. The artificial waterhole has a catchment area, a feed channel, a sedimentation basin, a retention basin and a drinking area with 6 troughs. The work is thus a concrete response from the State, in particular from the Ministry of the Economy, Planning and Regional Development through its secular arm, the National Community Driven Development Programme.

This initiative is not just about quenching the thirst of livestock and people. Since its launch last February, it has generated 250 direct jobs, giving full meaning to the labour-intensive approach. This is a way for the government to counter the actions of members of the Islamist sect Boko Haram, which had made this village one of its main recruitment strongholds. In the long term, it is envisaged that all these young people will be integrated into income-generating socio-professional activities. Construction works on the project stand at 76%, with an estimated time consumption rate of 61%. The first drops of drinking water are expected in a month's time, to the blight of its populations currently living in harsh climatic conditions marked by intense heat as well as, hot and dry wind. This project will also enable people to be protected from waterborne diseases and other problems related to poor water quality or lack thereof. It is also a question of reducing the distances travelled by farmers for watering their livestock. As the French ambassador stated in his speech, "France, through this programme, wishes to improve the living conditions of the population". Christophe Guilhou will visit other construction sites in the Far North region. □

INTERVIEW

« Des changements palpables dans la vie des populations locales ».

Hamadou Ousman,
Chef d'unité Himo au PNDP.

Que deviennent les jeunes recrutés dans les différents chantiers une fois que ceux-ci sont achevés ?

Le mode opératoire de HIMO prévoit en effet que le jeune enrôlé dans le chantier soit véritablement accompagné dans un processus d'insertion socio-économique. Cela passe par plusieurs étapes : le profilage pour déterminer et connaître le parcours du jeune afin de mieux le conseiller dans l'identification de son idée de projet d'insertion, la maturation et l'élaboration dudit projet d'insertion, l'identification des besoins en formation et l'organisation des formations pour renforcer ses capacités afin de le préparer, l'implémentation de son projet et à la fin des travaux de chantier, le jeune récupère son épargne pour démarrer ses activités économiques avec l'accompagnement et le coaching de l'équipe du PNDP.

Rendu à la troisième phase du programme HIMO du PNDP, quelles leçons pouvez-vous en tirer ?

En effet, rendu à la troisième phase du programme Himo du PNDP, on peut tirer les leçons suivantes : la réalisation des microprojets par le PNDP dans les différentes communes a contribué de manière satisfaisante aux changements dans la vie des populations locales sur le plan économique, social, environnemental ou de la gouvernance ; la qualité des réalisations est améliorée parce que les salariés des entreprises, les collaborateurs des ministères concernés et les maires, les consultants des ONG et des maîtrises d'œuvre ont bénéficié des formations spécifiques à l'approche Himo et les ouvriers ont assisté à plusieurs sensibilisations et formations citoyennes. Et enfin le PNDP a recherché, lors de la mise en œuvre, la complémentarité avec d'autres projets intervenant dans la région (filets sociaux, Le projet d'Appui à la Résilience Socio-économique des jeunes camerounais vulnérables (PARSE)- GIZ, le Programme Spécial d'Emplois Urbains (USEP) du FNE, .) sans que leurs actions se chevauchent.

On a néanmoins enregistré des taux de déperdition de certains jeunes tout au long de l'implémentation de cette initiative. Qu'elles peuvent en être les raisons ?

Nous avons effectivement observé des cas de déperdition des jeunes qui abandonnent leurs activités. La plupart des cas que nous avons relevés et qui méritent une attention particulière sont principalement liés au contexte socio-culturel et c'est le cas notamment des départ en mariage qui amènent les jeunes filles à mettre fin à leurs AGR faute de possibilité de reprise crédible.

PORTRAITS

Mahamat Gambour,

« Eleveur potentiel ».

Mahamat Gambour ne considère guère la pauvreté comme étant une malédiction. Ce fils d'agriculteur a décidé de se prendre en main, laissant parents et frères au village pour se faire une place au soleil. Grâce à l'entregent de son chef de village, Mahamat intègre l'équipe des jeunes mobilisés sur le chantier de l'opération HIMO. Ce projet lui permet d'ailleurs d'affiner ses connaissances en matière de fabrication des briques. Il dit en être fier. « S'il est une chose dont je peux me réjouir, c'est bien tout ce que j'apprends ici au quotidien. Il y a peu, je n'avais aucune maîtrise sur le sujet. Mais, à présent, même si le projet en venait à s'achever, je ne regretterai rien », dit-il, souriant. Il a donc désormais un travail qui l'occupe à temps plein et qui l'aide à se sentir plus homme. « Je me sens utile grâce à ce travail. Je peux prendre soin de mes parents, et utiliser mon épargne pour refaire ma vie ». Rencontré sur le chantier HIMO de Ngamadja, Mahamat Gambour a un objectif précis, devenir un éleveur. Autant dire qu'à 26 ans, cette ambition est bien réalisable.

Ache Mahamat,

« Le commerce en rêve ».

Il y'en a que la providence conduit dans les chantiers HIMO en cours de réalisation dans la région de l'Extrême-Nord. Ache Mahamat, 24 ans, est bien de ceux-là. Cette jeune dame, filiforme, s'est retrouvée sur le chantier de Ngamadja, simplement parce qu'elle possédait une carte nationale d'identité, à l'opposé de certains de ses frères et sœurs qui jusqu'ici, peinent à avoir ce précieux sésame. C'est en effet au détour d'un appel à candidature lancé par son chef de village qu'elle est sélectionnée parmi la kyrielle de jeunes sans emplois. Depuis sa sélection, elle prend soin des plantes en les arrosant au quotidien. Ce n'est pas tout. Son travail consiste également à remplir de l'eau dans les canaris. A ce jour, Ache est bien capable de fabriquer des briques qui seront utilisées dans la construction des mares. Toutes ces activités permettent à Ache d'avoir des revenus mensuels sur lesquels elle a déjà fait des projections. « Je compte me lancer plus tard dans le commerce », dit-elle. Ce métier, elle l'a presque dans le sang, elle le tient notamment de ses parents.

Mahamat Al Bachir

« La conduite dans l'âme ».

A 24 ans, Mahamat fait partie de ces jeunes qui n'ont pas volontairement mis un terme à leurs études. Les circonstances de la vie semblent l'y avoir contraint. Lui qui rêvait d'un avenir radieux, a dû mettre entre parenthèses ses études, en classe de 2nde C au lycée de Kousséri. Il n'accepte cependant pas qu'on dise de lui qu'il est un laisser-pour-compte. Il s'accroche à la vie, et c'est d'ailleurs ce qui explique sa présence sur le site de construction d'une mare artificielle, chantier mis en œuvre dans le cadre du projet HIMO situé à Ngamadja, arrondissement de Kousséri, région de l'Extrême-Nord. Le projet qu'il nourrit est celui d'utiliser les ressources mobilisées dans ce chantier pour financer l'apprentissage d'un métier : conducteur d'engins lourds. Par cette initiative, il souhaite œuvrer à la réalisation de grands projets et faire en sorte, dit-il, que ces projets se concrétisent dans les délais.

INTERVIEW

« L'opération Himo a apporté du bonheur aux bénéficiaires ».

Marie-Madeleine Nga, *Coordonnateur national du Programme national de développement participatif.*

☐ *Vous revenez d'une visite des chantiers Himo dans la région de l'Extrême-Nord, quel bilan pouvez-vous en faire ?*

A la suite de la visite du partenaire du gouvernement, l'ambassadeur de France au Cameroun, nous avons pu toucher du doigt l'état d'avancement des travaux. Dans le village de Bogo, Tankirou, en l'occurrence, nous avons vu cette mare qui est en cours de finalisation (65% des travaux et 55% de délai de consommation au 23 mai 2022). On peut quand même reconnaître que les travaux avancent normalement et de manière satisfaisante. Il faut dire que l'eau au Cameroun est un problème général. Il y a des endroits où il y a de l'eau mais elle n'est pas de bonne qualité. On ne peut donc pas la boire. Il y a d'autres endroits où il n'y a pas du tout de l'eau, il faut la chercher. Vous avez donc des mares qui se forment après la pluie mais cette eau n'est pas canalisée. Dans cette région de l'Extrême-Nord quand les pluies descendent, elles sont si fortes qu'il est bon de les retenir quelque part, afin qu'elles puissent servir aux populations.

☐ *Quel bilan faites-vous du projet Himo rendu à sa troisième phase ?*

En ce qui concerne le bilan, je dois dire que le satisfecit est là, par rapport à l'état d'avancement des travaux. On peut souhaiter que les travaux soient accélérés. Car, comme vous l'avez suivi, nous sommes dans une phase où les différents financements se clôturent. Notamment les financements Minka de l'Agence française de développement. Il est censé être clôturé à la fin du premier trimestre 2023. Véritablement il est question d'accélérer. Nous sommes là dans la première vague qui est en train d'être finalisée sur le terrain. Il y a une deuxième vague qui a été lancée et qui va mettre un terme à la troisième phase Himo sur toute l'étendue du territoire. Je dois souligner qu'il y a 25 communes ciblées dans cette troisième phase.

☐ *Comment expliquer l'engouement des jeunes pour les projets Himo ?*

Il faut dire que ces projets ont été initiés dans un contexte marqué par les multiples attaques de la secte islamiste Boko Haram. Les membres de cette secte venaient recruter dans les villages de l'Extrême-Nord. Sans oublier les conditions assez difficiles dans lesquelles vivent ces populations. Dans le but d'y mettre un terme, le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a mis sur pied ce projet d'aménagement. Il est donc question d'occuper ces jeunes et d'éviter qu'ils soient oisifs. C'est d'ailleurs ce qui explique leur engouement. Dans la phase d'opérationnalisation des projets du PNDP, il y a un effet de tâche d'huile qui fait que quand vous commencez, cela se repand. Sur les trois phases Himo, la première a porté sur 11 communes, 20 communes supplémentaires pour la deuxième phase et dans la troisième, c'est 25 communes qui sont concernées. C'est donc un peu normal. Il n'y a pas que les hommes qui sont recrutés. On y retrouve 30% de femmes. D'ailleurs, les rapports de suivi montrent que ces projets soutiennent bien les femmes dans les chantiers. HIMO PNDP est assez spécial en ce sens que c'est des projets qui font du cash for work. Bien plus, ici, il est question d'une ingénierie sociale. Au-delà du recrutement des jeunes, nous nous assurons qu'ils sont bien portants, et pendant qu'ils sont sur les chantiers, ils sont payés chaque semaine tout en faisant de l'épargne. Au terme du projet, ils vont se regrouper ou de manière isolée, choisir des métiers et être formés dans ces métiers. C'est donc de la réinsertion socio-économique. Certains sont parfois des chefs d'entreprise, sans oublier ceux qui, du fait de cette initiative, retrouvent leur dignité d'homme. D'ailleurs, grâce à cette activité, les cas de vol sont en recul dans les villages. C'est donc une opération qui a apporté du bonheur aux bénéficiaires.

« LE PNDP CONTRIBUE AU DÉVELOPPEMENT LOCAL À TRAVERS »

PCD
360 **P**lans **C**ommunaux de **D**éveloppement pour les communes, soit 329 disponibles et 31 en cours d'élaboration, recommandés depuis 2012 comme outil d'identification des projets de développement local, y compris du BIP.

Guichet Equité
Réalisation d'infrastructures socio-économiques, renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage pour toutes les communes du Cameroun.

Guichet Performance
Mise en compétition des communes, débouchant sur l'octroi d'une prime aux trois communes les plus performantes, pour la mise en oeuvre des microprojets.

PDPP
Renforcement de la dignité des populations autochtones vulnérables BBBB par des appuis spécifiques en matière de citoyenneté et dialogue intercommunautaire, de santé, d'éducation, d'agriculture.

Solutions endogènes
Accroissement de la dynamique communautaire de l'engagement citoyen à la base.

REDD+
Contribution aux efforts de lutte contre les changements climatiques et à la finalisation de la stratégie nationale REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts).

HIMO
Opération à Haute Intensité de Main d'oeuvre, pour la réalisation des infrastructures sociales, le développement de l'économie locale et l'insertion socio-économique des jeunes.

Radios Communautaires
Appui à la création des radios au profit des communes et réhabilitation de plusieurs radios existantes, pour renforcer la participation citoyenne.

Volet agropastoral
Amélioration de la croissance agricole en activant l'accès aux marchés et aux dérivés productifs pour les populations.

Progiciel SIM_ba
Informatisation et modernisation de la gestion budgétaire et comptable des communes, pour contribuer à l'amélioration de la transparence et la gouvernance locale.

Progiciel Pro - ADP
Outil de gestion de la base de données des communes relatives aux investissements y réalisés, en vue de renforcer le processus de prise de décision.

ASGIRAP : Composante 1
Mise en place et animation des instances de concertation autour des ressources agropastorales au niveau communal et villageois, en vue de réduire les conflits.

SCORECARD
Evaluation de la satisfaction des populations bénéficiaires, sur la qualité de la fourniture de services dans les communes, notamment en matière d'hydraulique, d'éducation, de santé et services communaux.

Mécanisme de gestion des plaintes
Un numéro vert 8567 disponible pour collecter toutes les doléances et les plaintes adressées au PNDP.

PNDP
Programme National de Développement Participatif

WORLD BANK GROUP

AFD Agence Française de Développement

Cameroun 2 France Contrat désendettement & développement

CNC, PONT DRAGAGES, ENTRÉE PNUD
B.P.: 660 Yaoundé-Cameroun • Tél. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 • Email : pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org